



D'UNE FORCE À L'AUTRE

RAPPORT ANNUEL 2021

INSTITUT C.D. HOWE



C.D. HOWE INSTITUTE

NOTRE MISSION

L'Institut C.D. Howe est un organisme de bienfaisance enregistré et un institut de recherche indépendant à but non lucratif, dont la mission est d'élever le niveau de vie en favorisant l'adoption de politiques publiques saines sur le plan économique. Généralement considéré comme l'un des groupes de réflexion les plus influents, l'Institut est une source de connaissances dignes de confiance en matière de politiques au Canada. Il se distingue par sa recherche non partisane, fondée sur des preuves et revue systématiquement par un groupe d'experts.

Vos dons philanthropiques à l'œuvre en 2021

Le groupe de réflexion le plus primé

L'Institut est le premier groupe de réflexion sur la politique économique du Canada dans les classements mondiaux de Research Papers in Economics (RePEc) et du programme Think Tanks and Civil Societies. Il a remporté six prix Douglas Purvis pour l'excellence de ses textes sur la politique économique canadienne.

PRODUITS ESSENTIELS



56

Événements informels
exclusifs

62

Rapports de recherche et de
conseils sur les politiques de
qualité supérieure

27

Réunions de
conseils sur les
politiques

STIMULANT LES DÉBATS



6 100 +

mentions dans les
médias canadiens et
internationaux

8 200 +

mentions dans les médias
sociaux

635 610 +

vues des pages du
site Web

Le groupe de réflexion le plus souvent cité dans le *Globe and Mail* et le *National Post*, les deux quotidiens nationaux du Canada.

MOBILISANT LES GOUVERNEMENTS



83

présentations d'information sur les politiques

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2021

Président

Hugh L. MacKinnon

Président-directeur général,
Bennett Jones LLP

Vice-président

Brian M. Levitt, O.C.

Président du conseil,
Groupe Banque TD

Chef de la direction

William B.P. Robson

Institut C.D. Howe

Administrateurs

Lydia Bugden, c.r.

Chef de la direction et
associée directrice,
Stewart McKelvey

Scott Burns

Président du conseil, BURNCO
Group of Companies

Heather Chalmers

Présidente-directrice générale,
GE Canada

Bert Clark

Président et chef de la direction,
Investment Management
Corporation of Ontario (IMCO)

Brad W. Corson

Président du conseil, président
et chef de la direction, Imperial
Oil Limited

Hélène Desmarais, C.M., O.Q.

Présidente du conseil et
chef de la direction, Centre
d'entreprises et d'innovation de
Montréal

Victor G. Dodig

Président et chef de la direction,
CIBC

Rick Ekstein

Président et chef de la direction,
Phaze 3 Management Inc.

Heather Evans

Directrice générale et chef
de la direction, L'Association
canadienne d'études fiscales

Louis Gagnon

Président des activités
canadiennes, Intact Corporation
financière

Blake C. Goldring, C.M., M.S.M., CFA

Président exécutif, AGF
Management Limited.

Bruce Gordon

Président, Financière Manuvie
Canada

Paul J. Hill, C.M.

Président du conseil, président
et chef de la direction, Harvard
Developments Inc., A Hill
Company

Brian K. Johnston, CPA, CA

Administrateur de sociétés

Anna Kennedy

Chef de l'exploitation, KingSett
Capital Inc.

Cyrus Madon

Associé directeur principal,
Brookfield Asset Management
Inc.

Ronald P. Mathison

Président du conseil, Matco
Investments Ltd.

Marcia Moffat

Directrice générale – Chef de
pays pour le Canada, BlackRock

Gilles G. Ouellette

Président du conseil, Gestion
de patrimoine,
BMO Groupe financier

Aaron W. Regent, FCPA, FCA

Président du conseil et chef de
la direction, Magris Performance
Inc.; président du conseil,
Banque Scotia

Donald S. Reimer, F.C.I.T.

Président du conseil, président-
directeur général, Reimer
Express World Corp.

Shirlee Sharkey

Présidente et chef de la
direction, SE Health Care

Stephen Smith

Président exécutif du conseil,
First National Financial LP

Jonathan Tétrault

Associé directeur, Sagard
Holdings

Leonard Waverman

Doyen, DeGroote School of
Business, Université McMaster

Alfred G. Wirth

Président et directeur, HNW
Investments Inc.

MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

Hugh L. MacKinnon
Président du conseil, Institut C.D. Howe



2021 a continué d'être une période difficile et éprouvante pour les Canadiens.

Bien que la vaccination généralisée ait permis aux entreprises et aux lieux de travail de rouvrir lentement et prudemment leurs portes, les effets de la pandémie sur l'économie et la santé continueront à se faire sentir dans un avenir proche. Les dépenses fédérales ont atteint de nouveaux sommets et, avec elles, l'inflation et la nécessité toujours présente de faire preuve de retenue et d'adopter une politique fiscale responsable et une théorie monétaire saine. Le coût réel des dernières années de dépenses liées à la pandémie et de difficultés économiques est encore inconnu.

Notre rapport annuel 2021 montre comment nous sommes restés inébranlables tout au long de cette dernière année tumultueuse, en renforçant notre engagement en faveur de politiques publiques économiquement saines, examinées par des experts et fondées sur des données probantes, aujourd'hui plus que jamais nécessaires.

La contribution de l'Institut au discours sur les politiques publiques a continué de faire un impact sans précédent. De nombreux acteurs fédéraux clés se sont inspirés de nos idées de recherche pour stimuler la réforme de la politique de la concurrence, un domaine de discussion essentiel qui continuera à prendre de l'ampleur. La recherche de l'Institut C.D. Howe a été citée directement par le gouvernement de l'Alberta lorsque celui-ci a annoncé sa loi sur la mobilité de la main-d'œuvre, lauréate du prix Coupe-papierasse d'or de la FCEI. La province de l'Ontario a adopté une loi semblable peu après. Les conseils politiques essentiels et les recommandations de l'Institut ont continué d'avoir des

répercussions dans tout le pays, qu'il s'agisse du système bancaire ouvert, des taux d'imposition préférentiels pour la propriété intellectuelle ou du besoin crucial d'accroître l'offre de logements. Réagissant à des pressions exercées depuis longtemps, le gouvernement fédéral a créé un registre de la propriété bénéficiaire, accessible au public. Aussi, à Queen's Park, le lancement de réformes majeures de la tarification de l'électricité pour les entreprises a suivi des années de travail spécialisé de l'Institut dans le domaine.

Nous continuons à avancer lentement mais sûrement vers un retour à la vie d'avant la pandémie, mais il reste du travail à faire. Alors que l'impact de ces deux dernières années de fermetures d'entreprises continue de se faire sentir, combiné à l'inflation et aux déficits, les conseils et les recommandations proposés par l'Institut C.D. Howe restent essentiels pour définir une voie économique forte, responsable et saine pour 2022 et au-delà. Alors que nous émergeons de l'incertitude de la dernière année, nous continuerons à mobiliser, à encourager et à favoriser les idées audacieuses dans les principaux domaines prioritaires.

Notre travail n'est rendu possible que grâce au dévouement continu et généreux de notre communauté de membres et d'amis. Compte tenu des adversités et des tribulations de cette dernière année, votre soutien critique nous a permis de consacrer notre équipe à la construction d'un avenir guidé par une politique fiscale saine, responsable et fondée sur des preuves, afin d'améliorer la vie de tous les Canadiens.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.
Hugh L. MacKinnon

MOT DU CHEF DE LA DIRECTION

William B.P. Robson
Chef de la direction, Institut C.D. Howe



Le rythme des événements qui ont affecté l'économie du Canada en 2021 a été rapide. Tout comme les défis – notamment les médias sociaux qui amplifient les slogans, les informations douteuses, et le mépris – posés aux décideurs politiques. Alors que l'année 2022 s'annonce encore plus tendue, le rôle de l'Institut C.D. Howe en tant que fournisseur d'analyses réfléchies, fondées sur des faits et présentées d'une façon civilisée, est plus précieux que jamais.

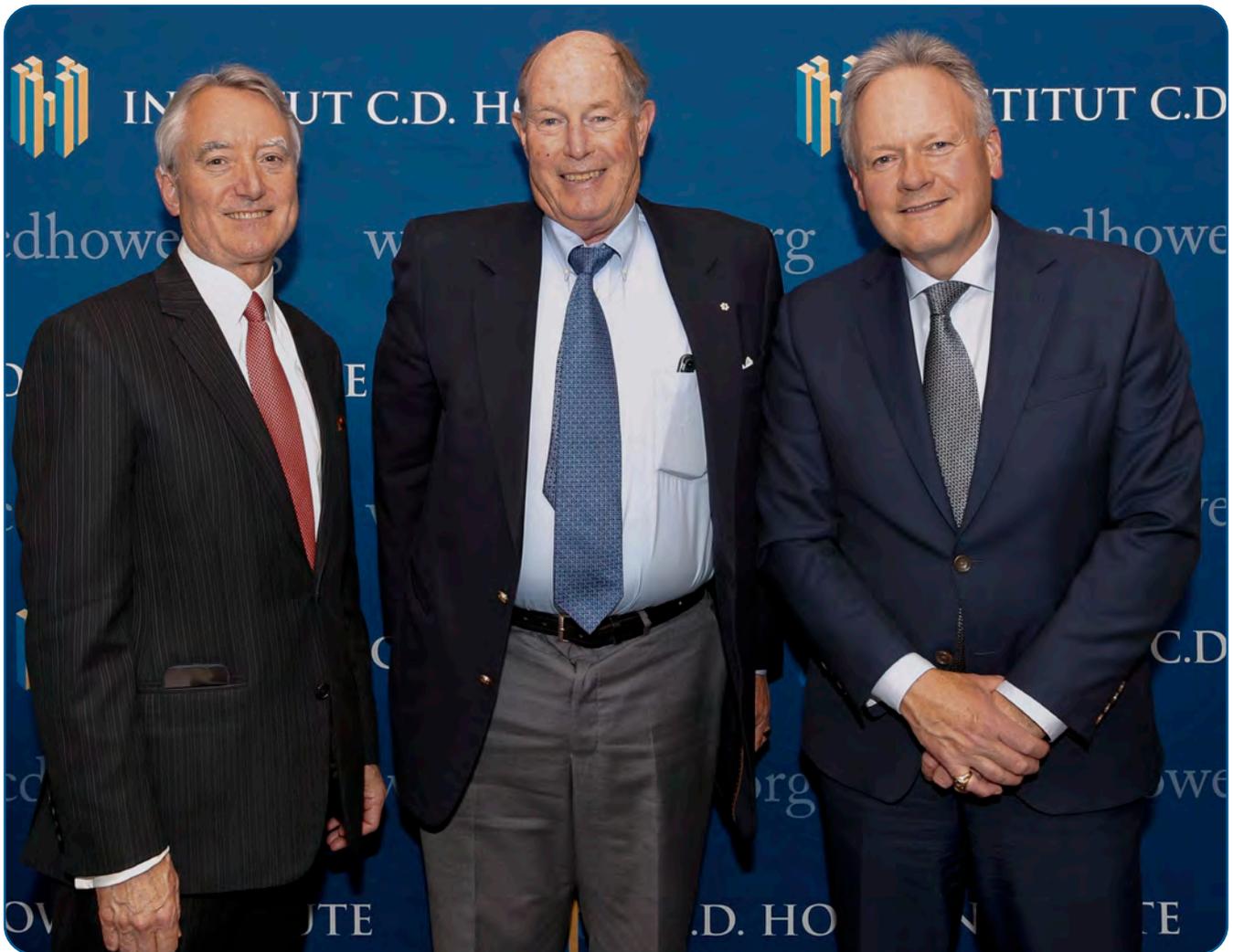
L'Institut s'acquitte de ce rôle – sa mission consistant à relever le niveau de vie en encourageant des politiques publiques économiquement saines – de plusieurs manières. Comme le montrent les pages qui suivent, il publie des articles de recherche qui font l'objet d'un examen rigoureux. Il publie des billets « Intelligence Memo » et « Graphic Intelligence », et les auteurs de l'Institut fournissent régulièrement des articles aux journaux. Il parraine de nombreux conseils sur les politiques qui réunissent des experts du monde des affaires, du secteur public, du monde universitaire et des organismes sans but lucratif pour contribuer à guider le programme de recherche et s'assurer que ses publications sont pertinentes pour les défis actuels en matière de politiques et d'affaires. Ses événements – webinaires et tables rondes en présentiel, conférences et séminaires annuels, soupers et débats de premier plan – sont des lieux d'échange d'idées sans équivalent. Mes collègues, les chargés de recherche de l'Institut et moi-même répondons régulièrement aux invitations de la part

d'entreprises, d'associations, des médias, de fonctionnaires et de représentants élus à faire des exposés et des présentations.

Même si les restrictions liées à la COVID-19 sur les contacts en personne ont suspendu le programme régulier de conseils et d'événements de l'Institut en 2021, sa convocation virtuelle a étendu sa portée. Les groupes de travail liés à la pandémie ont prouvé le succès d'un nouveau modèle que l'Institut emploie maintenant pour s'attaquer à d'autres sujets sensibles au facteur temps. Malgré la fébrilité de la plupart des commentaires politiques actuels, l'appétit des leaders d'opinion et des fonctionnaires pour la contribution de l'Institut est plus fort que jamais. Le cercle des membres et des partisans de l'Institut n'a cessé de grandir.

Les réalisations décrites dans le rapport annuel 2021 de l'Institut C.D. Howe reflètent les ressources fournies par ses membres et ses autres partisans. C'est un plaisir de reconnaître ce soutien, ainsi que les idées et l'énergie des collaborateurs de l'Institut dans les milieux universitaires, commerciaux, gouvernementaux et des organismes sans but lucratif. Le conseil d'administration de l'Institut fournit une surveillance et un soutien superbes. Enfin, et surtout, j'ai le privilège de travailler avec des collègues qui sont intelligents, professionnels, travailleurs et dévoués à l'approche indépendante et non partisane qui rend l'Institut C.D. Howe si influent dans la politique économique et sociale canadienne.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.
William B.P. Robson



De gauche :

William B.P. Robson, David Dodge et Stephen Poloz

MOT DU PRÉSIDENT

Duncan Munn
Président, Institut C.D. Howe



Malgré tous les défis persistants rencontrés au cours de l'année écoulée en raison de la pandémie, l'Institut C.D. Howe a continué à suivre de près l'avenir du Canada en 2021. Il s'agit d'un objectif de première importance pour notre organisation, alors que nous poursuivons sur la voie de la prospérité post-pandémie, et c'est un thème clair qui est ressorti de notre examen stratégique réalisé par McKinsey & Company en 2021.

Comme beaucoup l'ont fait en ces temps incertains, l'Institut C.D. Howe a saisi l'occasion d'examiner ses forces et son avenir.

Surtout, je suis ravi de dire que notre examen stratégique récent a déterminé que l'Institut est actuellement en position de force. Nous sommes considérés comme le plus important groupe de réflexion du Canada et nous sommes hautement estimés pour la crédibilité de nos recherches, notre pouvoir de rassemblement et notre impartialité. Ces forces sont fondées sur nos trois piliers stratégiques : une analyse et un dialogue de qualité supérieure, un leadership sur les questions importantes, et notre culture d'embauche de personnes talentueuses et d'efficacité.

Au cours de l'année écoulée, l'Institut a également commencé à prendre des mesures concernant six priorités politiques clés qui reflètent les questions posées par les conséquences de la pandémie sur notre économie, nos entreprises, nos emplois et les générations futures. Ces objectifs comprennent la définition d'une trajectoire durable

pour les dépenses publiques, l'aide aux petites entreprises, la solidité de nos institutions publiques, un plan réalisable et durable pour faire face à la transition énergétique mondiale, la résilience de la chaîne d'approvisionnement après une pandémie et l'aide aux jeunes du Canada pour assurer leur rétablissement.

Nous sommes impatients de profiter de l'année à venir pour continuer à fournir des réponses à ces appels si nécessaires de la part des Canadiens et des décideurs, grâce à des recherches rigoureuses menées par notre solide réseau de collègues et de collaborateurs.

Bien que l'équipe de l'Institut C.D. Howe soit restée pratiquement éloignée tout au long de l'année 2021 – avec tous ses départs et ses arrêts – nous avons tout de même pu nous réunir pour plusieurs événements en personne, notamment avec l'honorable Peter Bethlenfalvy et l'honorable Prabmeet Singh Sarkaria. Si les procédures actuelles en matière de santé le permettent, nous espérons continuer à rassembler nos membres en 2022.

En ce qui concerne la perspective à plus long terme de notre travail, nous souhaitons renforcer davantage la position de l'Institut en tant que fournisseur prééminent au Canada de recherches indépendantes de haute qualité et de perspectives politiques, et élargir notre impact. Nous n'y arriverions pas sans votre soutien continu. Les Canadiens méritent que quelqu'un s'occupe de leur avenir et nous promettons de rester leur défenseur.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.
Duncan Munn

DONS ET SUBVENTIONS IMPORTANTS EN 2021

Merci de rendre notre travail possible. L'Institut C.D. Howe dépend du soutien caritatif pour réaliser sa mission. Nos ressources sont modestes et nous ne recevons ni financements à huit chiffres ni subvention gouvernementale pluriannuelle majeure. Tous les dons sont purement philanthropiques : l'Institut n'accepte aucun don accompagné d'une demande de résultat prédéterminé ou nuisant de toute autre façon à l'autonomie de son personnel et de ses auteurs.

Les dons importants ciblés et les commandites d'événements permettent à nos partisans d'augmenter les capacités de l'Institut en matière de recherche et de diffusion dans des domaines d'intérêt spécifiques. Ils viennent compléter la campagne d'adhésion annuelle, renforçant l'Institut et lui permettant de recruter des chercheurs et de soutenir des programmes qui améliorent sa capacité à élaborer des solutions innovantes aux défis en matière de politique. Nous tenons à remercier les donateurs et commanditaires suivants :

Dons importants provenant de particuliers

James C. Baillie
Scott Burns
Bert Clark
Ed Clark (Clark Family
Foundation)
Mickey et Judi Cohen
Hélène Desmarais

Wendy Dobson
Maureen Farrow
Paul Fletcher
Briar Foster
Blake Goldring
John et Rebecca
Horwood

Richard Howson (The
Petman Foundation)
Donald K. Johnson
Brian et Colleen
Johnston
Robert Kaplan
Thomas E. Kierans

Don Reimer
Geoff Smith
Lynton « Red »
Wilson (The Wilson
Foundation)

Subventions majeures de la part d'organisations

Accenture
Amazon Canada
Amgen
Arthur J.E. Child
Foundation
Association canadienne
des producteurs
pétroliers
Association canadienne
des producteurs d'acier
Conseil des universités
de l'Ontario

Crabtree Foundation
Fondation canadienne
Donner
Ed Najgebauer
Foundation
Association canadienne
du logiciel de
divertissement
Hydro One Networks Inc.
Investment Management
Corporation of Ontario
(IMCO)

Fondation John Dobson
Johnson & Johnson
Canada
Lotte et John Hecht
Memorial Foundation
Mastercard Canada
Fondation Max Bell
Association des hôpitaux
de l'Ontario
Ontario Long Term Care
Association
Pharmascience Inc.

Association canadienne
des déclarants de
revenus
Toronto Regional Real
Estate Board
Fondation familiale
Trottier
Walter et Maria
Schroeder Foundation
Weston Family
Foundation

Chercheurs en politiques de la Fondation Max Bell – Éducation des leaders de demain

Nous remercions la Fondation Max Bell d'avoir renouvelé son appui au chercheur Max Bell. La bourse de recherche est décernée à un étudiant finissant de la Max Bell School of Public Policy de l'Université McGill. La lauréate de 2021, Udita Upadhyay, a collaboré avec l'équipe de recherche sur les politiques de l'Institut sur le thème « Healthcare Human Capital: Reopening and Recovering ».



Udita Upadhyay

Stagiaires de recherche en politiques IMCO

De juillet à décembre 2021, l'Investment Management Corporation of Ontario (IMCO) et l'Institut C.D. Howe ont fourni des stages rémunérés à des étudiants et à des diplômés prometteurs de programmes de politiques, d'économie et de communication.

Ces six chercheurs de grand talent ont collaboré avec les équipes de recherche et de communication de l'Institut C.D. Howe, apportant leurs compétences et leurs points de vue au travail de recherche de l'Institut ainsi qu'à la communication de proximité.

Nous remercions IMCO de travailler avec l'Institut pour appuyer cette nouvelle génération de talents en ces temps difficiles et à ce stade critique de leur carrière.



Mawakina Bafale



Ji Yoon Han



Amira Higazy



Jolene Hunt



Ivannia Irawan



Alexander Vanderhoof



Janet L. Ecker, C.M., ICD.D

Ancienne chef de la direction de la Toronto Financial Services Alliance (TFSA)

« Les gouvernements sont confrontés à des défis sans précédent, après une pandémie, avec des ressources réduites à investir dans la recherche politique. L'Institut C.D. Howe comble l'écart en fournissant des solutions approfondies qui couvrent un large éventail de sujets. En tant qu'institut de recherche indépendant, ses services n'ont jamais été aussi nécessaires. »



Kash Malik

Directeur général et chef de la gestion des clients investisseurs à JPMorgan Canada

« J'appuie l'Institut C.D. Howe en raison de son indépendance et de son analyse rigoureuse des politiques publiques, et notamment de son travail de réflexion de premier plan sur les caisses de retraite publiques. »



Sky Shapiro

Chef des impôts à OPTrust

« La construction d'un pays productif et d'une économie durable nécessite des perspectives fortes en matière de politique – je suis heureuse de pouvoir entendre ceux qui sont les plus proches des problèmes avec les réflexions les plus modernes. »



Kathleen (Katie) Taylor

Présidente du conseil
d'administration de RBC

« J'appuie l'Institut C.D. Howe en raison de sa voix indépendante, de sa recherche approfondie et digne de foi, et de son remarquable pouvoir de sélection. »

LA MISSION DE RECHERCHE DE L'INSTITUT EN 2021

Daniel Schwanen

Vice-président de la recherche, Institut C.D. Howe



L'Institut C.D. Howe et son programme de recherche ont démontré leur valeur unique pour les Canadiens en 2021, en fournissant des conseils opportuns, réfléchis et pratiques aux décideurs alors que les Canadiens étaient frappés par de nouvelles vagues de la pandémie de COVID-19.

La persistance de la situation sanitaire et les réactions qu'elle a suscitées ont révélé, aggravé ou entraîné un certain nombre de problèmes politiques qui touchent directement les Canadiens. Parmi les plus importants, citons le surendettement budgétaire et l'inflation, les lacunes des systèmes de santé et de soins aux personnes âgées du Canada, ainsi que les déséquilibres du marché du travail et les contraintes de la chaîne d'approvisionnement.

Le défi pour la croissance économique à long terme du Canada a également été mis à nu. Pour relever ce défi, il est essentiel de stimuler les investissements productifs, l'innovation et la croissance des entreprises, et de maintenir l'ouverture des échanges commerciaux, surtout à la lumière des objectifs ambitieux du Canada en matière de réduction des émissions de carbone.

La recherche de l'Institut et les activités connexes ont abordé toutes ces questions en 2021.

Elle a jeté un regard sur qui paierait pour notre confinement économique, sur la nécessité d'une réforme des soins de santé et des soins aux personnes âgées, sur les chaînes d'approvisionnement vertes et pharmaceutiques, sur la réduction des émissions dans le secteur des transports et sur les stratégies de développement de la main-d'œuvre après la pandémie.

L'Institut a également obligé les gouvernements à rendre des comptes en ce qui concerne la viabilité budgétaire, la maîtrise de l'inflation et la nécessité d'améliorer le rendement des investissements du Canada. Sur ce dernier point, nous nous sommes attachés à maximiser les avantages de la numérisation

pour les Canadiens et à construire l'infrastructure 5G du Canada.

En 2022, les priorités de recherche seront les suivantes : continuer à chercher une voie durable pour les dépenses publiques, la dette et l'inflation; trouver des moyens d'aider les petites entreprises à se développer; mettre en place des institutions de santé et de soins plus solides; trouver une voie réalisable pour la transition énergétique; aider les jeunes à se remettre des effets de la pandémie; et renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement tout en développant le commerce.

En effet, ces priorités politiques constituent un effort de l'ensemble de l'Institut, conformément au nouveau plan stratégique de l'Institut adopté à la mi-2021. Ils aideront à cibler et à compléter, par exemple par la création de groupes de travail, le travail des conseils sur les politiques de l'Institut, qui sont centrés sur des domaines d'expertise continus. De plus, six chargés de recherche invités, nouveaux ou qui reviennent, se sont joints au prestigieux réseau d'experts de l'Institut afin de faciliter la réponse à ces priorités.

Je tiens à remercier tous les auteurs de l'Institut, les chercheurs associés, les membres du conseil et le personnel, qui donnent de leur temps et apportent leurs idées qui rendent notre travail possible, enrichissant et pertinent par rapport aux préoccupations des Canadiens.

La production et le partage de renseignements politiques fiables sont au cœur de tout ce que nous faisons. Notre mission de recherche, qui consiste à éduquer et à informer les Canadiens sur les principales questions de politique économique qui les touchent, et à proposer des options politiques réfléchies pour résoudre ces questions, est plus importante que jamais. Mes collègues et moi-même nous réjouissons de continuer à assumer cette responsabilité en 2022.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.
Daniel Schwanen

Notre processus d'examen externe

Les publications de l'Institut subissent un examen externe rigoureux effectué par des universitaires et des experts indépendants, provenant du secteur public et du secteur privé. Nous sommes très reconnaissants à ces lecteurs critiques, dont certains sont nommés à la page 12.

Pour assurer l'objectivité, nous évaluons les rapports potentiels en utilisant des méthodes telles que la lecture critique à simple et à double insu. La recherche et les observations, plutôt que l'identité des auteurs et des lecteurs critiques, sont la considération primordiale. Nous nous efforçons d'améliorer constamment le processus d'évaluation afin qu'il soit le meilleur de sa catégorie : il est vérifié chaque année par deux universitaires ou autres professionnels, et une réponse officielle à leurs recommandations est fournie et mise en œuvre par la direction de l'Institut. Notre processus d'évaluation par les pairs assure la qualité et l'intégrité des recherches sur les politiques : nous ne publions aucune étude qui, selon nous, ne satisfait pas aux normes de ce processus d'évaluation.

Les vérificateurs de la qualité de la recherche de l'Institut C.D. Howe :

- 2021 : John Murray et Christine Neill
- 2020 : Philip Howell et Nobina Robinson
- 2019 : Tracy Snoddon et Wayne Wouters
- 2018 : Gordon Thiessen et Frances Woolley
- 2017 : Kevin Dancy et Angelo Melino
- 2016 : Charles M. Beach et Lawrence Herman
- 2015 : Steve Ambler et Thorsten Koepl
- 2014 : Peter Howitt et Kevin Milligan
- 2013 : Edward Jacobucci et David Laidler



John Murray

Ancien sous-gouverneur de la Banque du Canada et chargé de recherche principal de l'Institut C.D. Howe

« Dans l'ensemble, les employés de l'Institut C.D. Howe doivent être félicités. Ils ont continué à guider les processus d'examen d'une manière habile et réussie, malgré les défis extraordinaires qui ont sans aucun doute été posés par la COVID-19. »



Christine Neill

Professeure agrégée d'économie à l'Université Wilfrid Laurier

« Le processus d'évaluation par les pairs de l'Institut C.D. Howe est excellent. Il permet de manière essentielle d'assurer des publications de bonne qualité et une contribution au débat économique et politique au Canada. »

Les lecteurs critiques de l'Institut en 2021

Les publications de l'Institut C.D. Howe subissent un examen externe rigoureux effectué par des universitaires et des experts indépendants, provenant du secteur public et du secteur privé. Nous remercions nos lecteurs critiques, y compris ceux qui souhaitaient rester anonymes.

Mehmood Alibhai

Boehringer Ingelheim
(Canada) Ltd.

Steve Ambler

Université du Québec à
Montréal

Åke Blomqvist

Université Carleton

Robin Boadway

Université Queen's

Ian Bragg

Institut des fonds
d'investissement du
Canada

Ben Brunnen

Association canadienne
des producteurs
pétroliers (ACPP)

Colin Busby

Institut de recherche
en politiques publiques
(IRPP)

Philippe Chenard

Ville de Montréal

Andrew Chisholm

RBC

Frank Chong

Dan Ciuriak

Ciuriak Consulting

Tom Closson

Tom Closson Consulting

Rhonda Collins

Revera Inc.

Dave Collyer

John Crean

Université de Toronto

John Crow

Janet Davidson

Présidente du conseil,
Institut canadien
d'information sur la santé
(ICIS)

Bev Dahlby

Université de l'Alberta

David Dodge

Bennett Jones

Pierre Duguay

Gilles Duranton

University of Pennsylvania

Bernard Dussault

Association nationale des
retraités fédéraux

Drew Fagan

Munk School of Global
Affairs and Public Policy

G. Kent Fellows

Université de Calgary

Angela Ferrante

Jock Finlayson

Business Council of BC

Pierre Fortin

Université du Québec à
Montréal

Rob Gillezeau

Université de Victoria

Thomas Granofsky

Rådhus Consulting

Jon Hantho

CBI Health

Claudia Hepburn

Windmill Microlending

Jim Hinds

Phil Howell

Paul Jenkins

David Johnson

Université Wilfrid Laurier

Ronald Kneebone

Université de Calgary

Thorsten Koeppl

Université Queen's

Paul Kovacs

Paul Kovacs & Associates

David Laidler

Université Western

John Lester

Université de Calgary

Stéphanie Lluis

Université de Waterloo

Wade Locke

Université Memorial de
Terre-Neuve

David Longworth

Université Carleton

Babak Mahmoudi Ayough

Société canadienne
d'hypothèques et de
logement (SCHL)

Daniel Malik

Toronto Finance
International

**Sous-ministre des
Finances du Manitoba**

Doug May

Université Memorial de
Terre-Neuve

Angelo Melino

Université de Toronto

Kevin Milligan

Université de la Colombie-
Britannique

William Molson

Bill Murphy

KPMG

John Murray

Christopher Naugler

Université de Calgary

Christian Ouellet

Sandoz

Nick Pantaleo

Miana Plesca

Université de Guelph

André Plourde

Université Carleton

Pierre Pyun

Bombardier inc.

**Ministère des Finances du
Québec**

Christopher Rastrick

Secrétariat du Conseil du
Trésor, Ontario

Bryan Rémillard

Association canadienne
des producteurs
pétroliers (ACPP)

Robert Rolfe

Association canadienne
des producteurs
pétroliers (ACPP)

Susan Schutta

Revera Inc.

Anindya Sen

Université de Waterloo

Munir Sheikh

Université Carleton

Avery Shenfeld

CIBC

Pierre Siklos

Université Wilfrid Laurier

Noeline Simon

Association canadienne
des compagnies
d'assurance de personnes
(ACCAP)

Enid Slack

Munk School of Global
Affairs and Public Policy

Robby Sohi

Ontario Power Generation
(OPG)

John Stapleton

Metcalf Foundation

Jason Stewart

Pol-Econ Canada
Research Inc.

Almos Tassonyi

Université de Toronto

Alan Tennant

Calgary Real Estate Board

Trevor Tombe

Université de Calgary

**Toronto Transit
Commission**

Jeffrey Trossman

Blake, Cassels & Graydon
LLP

Cam Vidler

Green Shield Canada

Robert Vokes

Accenture

Edward Waitzer

Stikeman Elliott
S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Thomas Wellner

Revera Inc.

Tom Wilson

Université de Toronto

Jennifer Winter

Université de Calgary

Jennifer Zelmer

FCASS (Fondation
canadienne pour
l'amélioration des services
de santé)

Mark Zelmer

Retour à la viabilité financière et à la stabilité des prix

Lorsque l'économie s'est lancée dans sa reprise post-pandémie en 2021, les niveaux élevés de la dette et des déficits, ainsi que les nouvelles pressions inflationnistes, sont passés au premier plan du programme de politique macroéconomique. Le travail de l'Institut C.D. Howe a mis en lumière ces problèmes et a fourni des pistes viables pour les résoudre.

Alors qu'il mettait un terme à ses travaux au début de 2021, le groupe de travail de l'Institut sur la crise fiscale et budgétaire, coprésidé par John Manley et Janice MacKinnon, a fait remarquer qu'un vaste programme de relance post-pandémie dans le budget 2021 était inapproprié, et que les mesures de relance financées par le déficit devaient être temporaires et ciblées sur l'amélioration de la capacité de production de l'économie. La dette fédérale augmentant rapidement, les membres ont fait valoir que toute nouvelle dépense permanente liée à un programme devait être financée par les impôts. Le budget fictif fédéral 2021 de l'Institut a adopté une perspective similaire, mettant en garde contre les risques d'accumulation incontrôlée du déficit en raison de la hausse des taux d'intérêt et des nouveaux engagements permanents en matière de dépenses.

Une autre étude de l'Institut a conclu que la perte de revenu découlant des fermetures liées à la pandémie, perte compensée par des programmes de secours extraordinaires financés par le déficit, ne peut être que reportée, et non éliminée. L'équité exige que l'importante augmentation de la dette soit remboursée avant que la prochaine génération ne commence à travailler et à payer des impôts, ce qui se produira dans 18 à 25 ans. Dans le même temps, les recherches montrent que de très légères modifications des hypothèses en matière de croissance économique et de taux d'intérêt peuvent changer radicalement l'évolution du fardeau de la dette nationale. Les politiques visant à augmenter le taux de croissance économique à long terme du Canada sont essentielles pour réduire les risques d'un avenir non viable sur le plan financier.

Les budgets et les rapports financiers sont des documents politiques clés que les Canadiens peuvent utiliser pour demander des comptes à leurs gouvernements, sur la voie de la viabilité financière. En évaluant les pratiques d'information des administrations supérieures et locales, l'Institut a montré que, malgré de vastes améliorations au fil des ans, trop

d'administrations présentent encore des renseignements opaques, trompeurs et tardifs. Le travail de l'Institut continuera à promouvoir la responsabilité financière à tous les niveaux de gouvernement au Canada.

En prévision du renouvellement du cadre de ciblage de l'inflation prévu pour la fin de 2021, les travaux de l'Institut sur la politique monétaire ont porté sur les options envisagées par la Banque du Canada, par exemple un double mandat concernant l'inflation et l'emploi. Notre recherche a indiqué que, bien qu'il y ait place pour des ajustements sur les bords, l'objectif de 2 % a bien servi les Canadiens, et que les avantages du statu quo l'emportaient sur les coûts d'un changement important du mandat.

Les recherches de l'Institut ont également contredit la théorie monétaire moderne (TMM), qui suggère que les gouvernements canadiens ne sont pas confrontés à des contraintes financières, mais seulement à une contrainte d'inflation. Les recherches de l'Institut ont souligné que cette théorie surestime le degré de souveraineté réelle dont jouit une petite économie ouverte comme celle du Canada. Et si la TMM soutient que la meilleure façon de répondre aux préoccupations en matière d'inflation consiste à ajuster les dépenses et les impôts publics, la réalité pratique est que les responsables de la politique budgétaire sont peu susceptibles de procéder aux ajustements appropriés des impôts et des dépenses pour faire face à une économie en surchauffe – un dilemme qui se pose au moment où nous écrivons ces lignes.

La pandémie a également vu la Banque du Canada faire sa première incursion dans le domaine de l'assouplissement quantitatif. Bien qu'elle ait fourni les liquidités nécessaires pour éviter qu'une crise économique ne se transforme en crise financière, l'inflation selon l'IPC a terminé l'année 2021 nettement au-dessus de la limite supérieure de sa fourchette cible de 1 à 3 %. L'Institut a été parmi les premiers à faire valoir que ces pressions étaient dues à autre chose qu'à des goulets d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement et aux effets d'une inflation vraiment faible en 2020, l'année de référence. Il a fait valoir que le programme d'assouplissement quantitatif avait duré trop longtemps et que des indicateurs, tels les taux de croissance monétaire élevés, étaient désormais inquiétants.

L'Institut continuera à faire de la viabilité financière et du retour à une faible inflation des priorités politiques essentielles en 2022.

Conseil de compétitivité fiscale

Président

Michael Horgan

Ancien sous-ministre des Finances, Canada, conseiller principal, Bennett Jones

Membres

Robert Asselin

Conseil canadien des affaires

Bruce Ball

CPA Canada

Rémi Benoit

Financière Sun Life

Ben Brunnen

Association canadienne des producteurs pétroliers

Mike Burdzy

Bureau d'assurance du Canada

Bev Dahlby

Institut C.D. Howe

Peter Davis

H&R Block Canada Inc.

Don Drummond

Institut C.D. Howe

James Greene

Ministère des Finances du Canada

Martin Guérard

Ministère des Finances du Québec

Joffre Hotz

Alberta Treasury Board and Finance

Carl Irvine

BMO Groupe financier

Nick Karkas

The Woodbridge Company Limited

Guy Legault

The Conference for Advanced Life Underwriting

Kay Leung

Torkin Manes LLP

Paul Lynch

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Gerald MacGarvie

Crabtree Foundation

Matthew MacInnis

Manuvie

Kenneth J. McKenzie

Université de Calgary

Kevin Milligan

Université de la Colombie-Britannique

Ministère des Finances du Québec

William Molson

Kim Moody

Moodys Gartner Tax Law LLP

Angelo Nikolakakis

Couzin Taylor LLP / Ernst & Young L.P.

Adrienne Oliver

Norton Rose Fulbright Canada LLP

Nick Pantaleo

Ancien vice-président, finances générales, Rogers Communications Inc.

Jocelin Paradis

Rio Tinto Alcan

Shawn Porter

Deloitte

Sky Shapiro

OPTrust

Noeline Simon

Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.

Michael Smart

Université de Toronto

Ted Tomkowiak

RBC

Jeffrey Trossman

Blake, Cassels & Graydon LLP

Linda Williams

Province du Nouveau-Brunswick

Thomas A. Wilson

Université de Toronto

Recherche en politique budgétaire et fiscale

Time for an Upgrade: Fiscal Accountability in Canada's Cities, 2020

Janvier 2021 – William Robson et Miles Wu

The Rock in a Hard Place: The Difficult Fiscal Challenges Facing Newfoundland and Labrador

Février 2021 – Don Drummond et Louis Lévesque

Who Will Pay for the Economic Lockdown?

Mars 2021 – John Lester

Recovery and Stability: A Shadow Federal Budget for 2021

Avril 2021 – Don Drummond, Alexandre Laurin et William Robson

The Taxation of Nicotine in Canada: A Harm-Reduction Approach to the Profusion of New Products

Avril 2021 – Ian Irvine

Measuring the Tax Gap: International Experience and Opportunities for Canada

Mai 2021 – Pierre-Pascal Gendron et Richard M. Bird

Damage Control: Options for Reforming the Land Transfer Tax in Manitoba

Juin 2021 – Bev Dahlby et Jack Mintz

The Economic Cost of Toronto's Land Transfer Tax

Juillet 2021 – Ben Dachis, Bev Dahlby et Jack Mintz

Rolling the Dice on Canada's Fiscal Future

Juillet 2021 – Alexandre Laurin et Don Drummond

Good, Bad, and Incomplete: Grading the Fiscal Transparency of Canada's Senior Governments, 2021

Septembre 2021 – William Robson et Miles Wu

Declining Vital Signs: Canada's Investment Crisis

Septembre 2021 – William Robson et Miles Wu

Trouble on the Bottom Line: Canada's Governments Must Produce More Reliable Budgets

Novembre 2021 – William Robson et Miles Wu

The "Demand Stabilization Mechanism": Using Temporary GST Cuts as Automatic Fiscal Policy

Novembre 2021 – Robin Boadway et Thorsten Koeppel

Conseil de politique monétaire

Président

William B.P. Robson

Chef de la direction, Institut C.D. Howe

Membres

Steve Ambler

Université du Québec à Montréal

Beata Caranci

Groupe Banque TD

Edward Carmichael

Ted Carmichael Global Macro

Michael Devereux

Université de la Colombie-Britannique

Stéfane Marion

Financière Banque Nationale

Angelo Melino

Université de Toronto

Jean-François Perrault

Banque Scotia

Douglas Porter

BMO Marchés des capitaux

Avery Shenfield

Banque Canadienne Impériale de Commerce

Pierre Siklos

Université Wilfrid Laurier

Stephen D. Williamson

Université Western

Craig Wright

RBC

Recherche en politique monétaire

For the Record: Assessing the Monetary Policy Stance of the Bank of Canada

Janvier 2021 – Steve Ambler et Jeremy Kronick

From Here to Full Inoculation: How an Epidemiological-Economic Model Can Help as We Rollout Vaccines

Février 2021 – Jeremy Kronick et Paul Jenkins

Deficits Do Matter: A Review of Modern Monetary Theory

Mars 2021 – Farah Omran et Mark Zelmer

The Impact of Monetary Policy on Financial Stability

Mars 2021 – Jeremy Kronick et Steve Ambler

Weighing the Options: Why the Bank of Canada Should Renew Inflation Targeting

Avril 2021 – Stephen Williamson

Mission Creep and Monetary Policy

Juin 2021 – John Murray

Should We Worry About Deficits When Interest Rates Are So Low?

Septembre 2021 – Martin Eichenbaum

Two Sides of the Same Coin: Why Stablecoins and a Central Bank Digital Currency Have a Future Together

Novembre 2021 – Mark Zelmer et Jeremy Kronick

Initiative de recherche sur les services financiers

Président

Nicholas Le Pan

Ancien surintendant des institutions financières, Canada; directeur, CIBC

Membres

John Armstrong

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Paul Bourque

Institut des fonds
d'investissement du
Canada

Peter Bowen

Fidelity Investments

Alister Campbell

Société d'indemnisation en
matière d'assurances IARD

Akshay Chaturvedi

Banque ICICI du Canada

Francisco Chinchon

Ministère des Finances de
l'Ontario

Susan Christofferson

Université de Toronto

John Crean

Christopher Donnelly

Manuvie Canada

Don Forgeron

Bureau d'assurance du
Canada

Stephen Frank

Association canadienne
des compagnies
d'assurance de personnes
inc.

Louis Gagnon

Intact Corporation
financière

Rob Galaski

Deloitte

Debbie Gamble

Interac Corp.

Curtis Gergley-Garner

Société d'assurance
hypothécaire Canada
Guaranty

Ali Ghiassi

La Compagnie d'Assurance
du Canada sur la Vie

Blake C. Goldring

AGF Management Ltd

Victor Gomez

Financière Sun Life

Peter Hall

Exportation et
Développement Canada

Mark Hardisty

Banque du Canada

Raza Hasan

HSBC Canada

Philip Howell

Isabelle Jacques
Ministère des Finances
Canada

Sheila Judd

Organisme canadien
de réglementation du
commerce des valeurs
mobilières

Thorsten Koeppl

Université Queen's

Sheila Judd

Organisme canadien
de réglementation du
commerce des valeurs
mobilières

Paul Kovacs

Institut de prévention des
sinistres catastrophiques,
Université Western

Peter Levitt

Banque Canadienne
Impériale de Commerce

David Longworth

Université Queen's

Winsor Macdonell

Sagen MI Canada

Monica Masciantonio

Banque Scotia

Howie Millard

Groupe Financier Banque
TD

Blair Morrison

BC Financial Services
Authority

Edward P. Neufeld

Tara Newman

Société d'assurance-
dépôts du Canada

Neil Parmenter

Association des banquiers
canadiens

David Peters

Promontory Financial
Group Canada

Greg Pollock

Advocis

Kurt Reiman

BlackRock Canada

Jennifer Reynolds

Toronto Finance
International

Aaron Seaton

TAO Solutions Inc.

Pierre Siklos

Université Wilfrid Laurier

Jennifer Sloan

MasterCard Canada

Sunny Sodhi

Meridian Credit Union

Gordon Thiessen

Michel Tremblay

Société canadienne
d'hypothèques et de
logement

Robert Vokes

Accenture

Craig Wright

Groupe financier RBC

Mark Zelmer

Recherche sur les services financiers et la réglementation

Duty to Protect: Corporate Directors and Climate-Related Financial Risk

Janvier 2021 – Janis Sarra

The Next Green Bond Wave: Should Ottawa Step In?

Février 2021 – Glen Hodgson

The Impact of Monetary Policy on Financial Stability

Mars 2021 – Jeremy Kronick et Steve Ambler

The Price of Protection: Benchmarking Canada's Property & Casualty Industry Against its Global Peers

Mai 2021 – Alister Campbell et Farah Omran

Upping our Game: How Canada's Financial Sector Can Spur Economic Performance

Mai 2021 – Jeremy Kronick et Farah Omran

Let There Be More Light: Enhancing Public Accountability for Prudential Supervision

Juin 2021 – Mark Zelmer

A Passport to Success: How Credit Unions Can Adapt to the Urgent Challenges They Face

Novembre 2021 – David O'Neill Losier

Two Sides of the Same Coin: Why Stablecoins and a Central Bank Digital Currency Have a Future Together

Novembre 2021 – Mark Zelmer et Jeremy Kronick

Conseil des cycles économiques

Coprésidents

Steve Ambler

Professeur d'économie retraité
Université du Québec à Montréal

Jeremy Kronick

Codirecteur de la recherche,
Institut C.D. Howe

Membres

Edward A. Carmichael

Ted Carmichael Global
Macro

Stephen Gordon

Université Laval

Eric Lascelles

RBC

Stéfane Marion

Financière Banque
Nationale

Angelo Melino

Université de Toronto

Emplois et compétences : Création de possibilités pour tous les Canadiens

L'automatisation, l'innovation numérique, la mondialisation et le vieillissement de la population ont modifié les compétences requises des Canadiens au cours des deux dernières décennies. La pandémie de COVID-19 a poussé ces questions à la porte des décideurs politiques, de manière plus pressante que jamais.

En plus des écarts qui se dessinent entre l'offre et la demande de certaines aptitudes et compétences, les répercussions de la pandémie sur le marché du travail et les politiques mises en place pour la combattre ont touché différents groupes de Canadiens de façon très différente. La recherche sur le capital humain menée par l'Institut en 2021 et en 2022 vise à comprendre ces déséquilibres et à trouver des moyens d'y remédier.

À mesure que le marché du travail canadien se remet de la pandémie, l'éducation des adultes jouera un rôle essentiel pour s'assurer que les individus disposent des bons outils pour s'adapter à la nouvelle demande de compétences. Pourtant, comme l'a souligné une étude de l'Institut publiée en 2021, le Canada est à la traîne de ses pairs en ce qui concerne le perfectionnement des travailleurs, et n'a pas d'approche globale de l'apprentissage pendant toute la vie. Les chômeurs de longue durée et les travailleurs à faible revenu et peu instruits passent entre les mailles du filet. Comme l'a souligné notre étude, les gouvernements doivent mettre en œuvre une stratégie globale d'éducation et de formation des adultes axée sur la collaboration entre les secteurs public et privé, afin de cerner les besoins et les lacunes en matière de compétences et de lever les obstacles à la participation. Dans les prochains rapports, l'Institut prévoit également de montrer les types de soutien dont ont besoin les personnes qui reviennent sur le marché du travail, ainsi que l'ampleur de la pénurie de compétences numériques et les moyens d'y remédier.

Pour remédier à la perte de compétences des élèves pendant la pandémie, notre recherche a conclu que le tutorat à forte dose est une solution prometteuse et efficace. En outre, nous prévoyons d'étudier en profondeur les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les résultats scolaires et les

perspectives de carrière des jeunes Canadiens.

La pandémie a également mis en évidence la nécessité d'améliorer le système d'assurance-emploi (AE), en particulier pour les travailleurs indépendants et ceux de l'économie à la demande, et de rendre les services de garde d'enfants plus accessibles et abordables au Canada. La recherche de l'Institut a abordé ces questions en 2021.

Pendant la pandémie, le gouvernement a agi rapidement pour prolonger les prestations régulières d'assurance-emploi et introduire des mesures d'urgence temporaires, qui devaient expirer vers la fin de 2021. Nous avons encouragé le gouvernement fédéral à rendre temporairement plus généreuses les dispositions relatives au travail pendant la période de prestations, en permettant aux prestataires de conserver une plus grande partie de leurs revenus d'emploi sans que leurs prestations soient réduites, et en abaissant le taux de récupération afin d'aider les personnes qui ont perdu leur emploi à retrouver un travail à temps plein.

L'amélioration du système de garde d'enfants exige des solutions tant du côté de la demande que de l'offre pour résoudre les problèmes d'accessibilité financière, de qualité et de quantité de places de garde. Les rapports de l'Institut ont examiné les avantages et les inconvénients de l'octroi aux parents d'un financement pour accéder aux services de garde d'enfants, ainsi que d'un système universel de garde d'enfants subventionné par le gouvernement. Du côté de l'offre, nos auteurs ont recommandé (i) que les provinces redoublent leurs efforts pour augmenter le nombre de places en garderie en augmentant les subventions d'exploitation ou d'investissement pour les fournisseurs agréés et (ii) que les fonds fédéraux existants et tout nouveau financement pour la garde d'enfants soient consolidés en un transfert unique, dédié et permanent, en se concentrant d'abord sur l'augmentation du nombre de places dans les garderies agréées. Cela permettrait de soutenir une série d'options, notamment la construction de centres de garde d'enfants ou le financement de services de garde à domicile. L'argent pourrait être utilisé pour encourager les fournisseurs à innover, en proposant des horaires atypiques ou des programmes plus inclusifs.

Conseil de politiques sur le capital humain

Coprésidents

Kathleen P. Taylor

Présidente du conseil d'administration de RBC

Neil Yeates

Ancien sous-ministre, Citoyenneté et Immigration Canada

Membres

Shannon Baskerville

Sous-ministre, ministère de l'éducation supérieure et de la formation professionnelle de la Colombie-Britannique

Andrew Heisz

Statistique Canada

Claudia Hepburn

Windmill Microlending

John Hepburn

Mitacs

Aliza Lakhani

Université Northeastern

Brian Lewis

Ministère des Finances de l'Ontario

Stephen Liptrap

LifeWorks

Eleanor McIntyre

BlackRock Canada

Kevin Milligan

Université de la Colombie-Britannique

Tammy Schirle

Laurier Centre for Economic Research and Policy Analysis

Munir Sheikh

Université Carleton, ancien statisticien en chef du Canada

Lara Speirs

Randstad Canada

Michelle Tan

Hugessen Consulting

Catrina Tapley

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Louise Taylor Green

Human Resources Professionals Association

Andrew Thomson

Université de Toronto

Leagh Turner

Ceridian

Harvey Weingarten

Kathy Woods

Capital humain, Deloitte

Zoya Zayler

Accenture

Recherche en politiques sur le capital humain

Aggressive Incrementalism: Strengthening the Foundations of Canada's Approach to Childcare

Mars 2021 – Kenneth Boessenkool et Jennifer Robson

Mending the Safety Net: Social Assistance Reform in Alberta

Avril 2021 – Parisa Mahboubi et Mariam Ragab

Should 'gig' Workers be Covered by the EI Regime? The Challenges and Pitfalls

Octobre 2021 – David Gray

The Skills Imperative: Workforce Development Strategies Post-COVID

Octobre 2021 – Parisa Mahboubi et Momanyi Mokaya

Santé et soins des personnes âgées : favoriser la résilience institutionnelle

La recherche sur les politiques de santé de l'Institut C.D. Howe s'est penchée sur les lacunes des systèmes de soins de santé du Canada que la pandémie a continué de révéler en 2021. Les travaux de l'Institut ont notamment permis de dégager des idées et des recommandations politiques concernant les pénuries de main-d'œuvre dans le secteur des soins de santé, la nécessité d'améliorer les soins aux personnes âgées et les soins en fin de vie, la nécessité de moderniser les soins de santé en mettant davantage l'accent sur la prévention et les nuances juridiques des certificats de vaccination.

La pandémie a mis en évidence le fait que les préoccupations en matière de politique de santé publique dépassent largement le cadre du système de santé de base. Les restrictions imposées à l'activité économique et les politiques de vaccination mises en place pour lutter contre la pandémie ont soulevé la question cruciale de savoir comment trouver un équilibre entre la réduction des restrictions imposées aux personnes et la protection du public contre la menace continue de la pandémie. Pour aider les décideurs, l'Institut a publié une comparaison de différentes stratégies de « confinement » afin de montrer lesquelles pourraient réduire les perturbations économiques sans augmenter les conséquences néfastes pour la santé.

Au fur et à mesure que les niveaux de vaccination augmentaient, des certificats de vaccination ont été mis en place à de nombreux endroits pour permettre la reprise progressive des activités économiques, tout en continuant à minimiser le potentiel de transmission communautaire. L'Institut a publié un document de travail rédigé par cinq éminents experts en droit de la santé et en médecine, qui fournissait des principes généraux pour la conception des certificats de vaccination, soutenant qu'ils devraient être limités aux services non essentiels et que, dans la mesure du possible, des accommodements sous forme de test rapide devraient être offerts aux personnes non vaccinées.

Les effets de la pandémie ont été particulièrement dévastateurs pour les personnes âgées du Canada. S'appuyant

sur la réponse rapide de son groupe de travail sur la santé publique et les mesures d'urgence en 2020, l'Institut a mené d'autres recherches sur les défis en matière de soins aux personnes âgées en 2021, portant sur les pénuries de fournisseurs de soins et le sous-investissement dans les soins à domicile et en milieu communautaire.

Bien qu'il consacre plus d'argent aux soins médicaux en fin de vie que les autres pays à revenu élevé, le Canada fait piètre figure dans la plupart des mesures de la qualité des soins de santé – autrement dit, les Canadiens n'en ont pas pour leur argent. Le Canada affiche l'un des taux les plus élevés d'hospitalisation au cours des trois derniers mois de la vie (61 %), et les Canadiens sont proportionnellement plus nombreux à mourir à l'hôpital qu'en Angleterre, aux Pays-Bas et aux États-Unis. La recherche de l'Institut C.D. Howe a proposé quelques changements structurels simples et réalisables dans les soins en fin de vie qui, s'ils sont mis en œuvre, pourraient faire économiser des centaines de millions de dollars par an aux systèmes de santé canadiens.

Pour apporter les changements nécessaires à l'amélioration de la qualité des soins de longue durée, comme la réduction du nombre de personnes par chambre, l'augmentation des effectifs, l'augmentation des salaires du personnel soignant et la construction de nouveaux établissements, il faudrait que presque chaque nouveau dollar de dépenses de santé soit consacré aux soins aux personnes âgées, les coûts annuels devant atteindre 4,2 % du PIB d'ici 2040. Un tel niveau d'investissement dans les soins aux personnes âgées serait sans précédent et financièrement irréalisable. L'innovation dans le secteur des soins aux personnes âgées est la seule solution.

D'autres publications de recherche de l'Institut ont fait valoir que le fait de combler les lacunes en matière d'information sur la santé des Canadiens aiderait à recentrer les efforts sur la prévention et pourrait permettre des interventions stratégiques plus efficaces et ciblées, contribuant ainsi à la résilience du système.

Le programme de recherche de l'Institut continuera de s'attaquer aux défis à plus long terme pour faire en sorte que le système de santé du Canada s'améliore et fournisse aux Canadiens des soins de santé plus novateurs, plus efficaces et de meilleure qualité.

Conseil sur les politiques en matière de santé

Coprésidents

Tom Closson

Président-directeur général, Tom Closson Consulting;
ancien président-directeur général, Association des
hôpitaux de l'Ontario

D^r Brian Postl

Doyen de la faculté de médecine, Université du Manitoba

Membres

Mehmood Alibhai

Boehringer-Ingelheim
Canada Ltd

Richard Alvarez

Richard Alvarez &
Associates

Lesia Babiak

Johnson & Johnson

Angela Behboodi

Amgen

Joseph Berger

McKesson Canada

Åke Blomqvist

Université Carleton

Alain Boisvert

Pharmascience Inc.

Charles Brown

LifeLabs

Vito Ciciretto

Dynacare

Janet Davidson

Institut canadien
d'information sur la santé

Renato Discenza

HealthPRO Procurement
Services Inc.

David Dodge

Bennett Jones LLP

Christopher Donnelly

Manuvie

Donna Duncan

Ontario Long Term Care
Association

Will Falk

Think Research

Stephen Frank

Association canadienne
des compagnies
d'assurance de personnes

Neil Fraser

Medtronic of Canada Ltd.

Michael Green

Inforoute Santé du
Canada

Sandra Hanna

Association canadienne
des pharmacies de
quartier

Jon Hantho

Centre de réadaptation
du dos

Steven Hogue

Pfizer Canada

Fred Horne

Horne and Associates

Kathryn Hughes

TELUS Health

Alok Kanti

Bayer Inc.

Jim Keon

Association canadienne
du médicament générique

Mark Komlenic

Alberta Blue Cross

Jeffrey Lozon

Lozon Associates

Guy Legault

The Conference
for Advanced Life
Underwriting

Wendy Levinson

Choisir avec soin

Ryan Lock

GlaxoSmithKline Inc

Jeffrey Lozon

Lozon Associates

Cindy Maharaj

GE Healthcare Canada

Cassandra McCrory

Hoffmann-La Roche
Limited

David O'Toole

Institut canadien
d'information sur la santé

Christian Ouellet

Novartis Canada

Michel Robidoux

Sandoz Canada Inc.

Sharon Ryan

Edwards Lifesciences
(Canada) Inc.

Erik Sande

Medavie Health Services

Shirlee Sharkey

SE Health

Graham Sher

Société canadienne du
sang

Chelsea Smallwood

BD Canada

Cam Vidler

Green Shield Canada

Jocelyne Voisin

Santé Canada

David Walker

Université Queen's

Thomas Wellner

Revera Inc.

Jennifer Zelmer

Fondation canadienne
pour l'amélioration des
services de santé

Recherche en politiques en matière de santé

Help Wanted: How to Address Labour Shortages in Healthcare and Improve Patient Access

Février 2021 – Rosalie Wyonch

From Here to Full Inoculation: How an Epidemiological-Economic Model Can Help as We Rollout Vaccines

Février 2021 – Jeremy Kronick et Paul Jenkins

Vaccine Ins and Outs: An Exploration of the Legal Issues Raised by Vaccine Passports

Juillet 2021 – Bryan Thomas, Colleen M. Flood, Vivek Krishnamurthy, Ryan Tanner et Kumanan Wilson

Best in Health: Creating a Comprehensive Health Information Ecosystem

Août 2021 – Don Drummond, Duncan Sinclair et Philipp Gladkov

Cutting Square Deals: Drug Prices, Regulation, and Patent Protection

Août 2021 – Åke Blomqvist et Paul Grootendorst

Expensive Endings: Reining In the High Cost of End-of-Life Care in Canada

Octobre 2021 – Kieran Quinn, Sarina Isenberg et James Downar

Ounce of Prevention is Worth a Pound of Cure: Seniors' Care After COVID-19

Décembre 2021 – Rosalie Wyonch



Réponse et reprise : Une mise à jour sur le plan de l'Ontario afin de protéger les résultats obtenus dans la lutte contre la COVID-19, soutenir l'économie et bâtir une province plus forte pour l'avenir, avec l'honorable Prabmeet Singh Sarkaria, président, Secrétariat du Conseil du Trésor de l'Ontario

Conseil sur les politiques en matière de pensions

Président

Bob Baldwin

Propriétaire, Baldwin Consulting

Membres

Keith Ambachtsheer

KPA Advisory Services Ltd.

Randy Bauslaugh

McCarthy Tétrault
S.E.N.C.R.L., s.r.l.

René Beaudry

Normandin Beaudry

Peter Bowen

Fidelity Investments

Elizabeth M. Brown

BMKP LLP

Kathryn Bush

Blake, Cassels & Graydon
LLP

Scott Clausen

Mercer

Mary Cover

Régime de retraite des
enseignantes et des
enseignants de l'Ontario

Jacques Demers

**Caisse de dépôt et
placement du Québec**

Derek Dobson

CAAT Pension Plan

David Dodge

Bennett Jones LLP

Gareth Gibbins

OMERS

Luc Girard

Mercer Canada Limited

Barry Gros

Malcolm Hamilton

Isabelle Jacques

Ministère des Finances
Canada

Uros Karadzic

Ernst & Young LLP

Hrvoje Lakota

Investment Management
Corporation of Ontario

Michel Leduc

Office d'investissement
du régime de pensions du
Canada

Guy Legault

The Conference
for Advanced Life
Underwriting

Darcy McNeill

OPTrust

Eric Monteiro

Financière Sun Life Inc.

Bernard Morency

Tara Perkins

Office d'investissement
du régime de pensions du
Canada

James Pierlot

Blue Pier

Amit Prakash

Alberta Investment
Management Corporation

Simone Reitzes

Banque Scotia

Paulo Salomao

Accenture

Barbara Sanders

Université Simon Fraser

Joy Savage

Fuse Strategy

Tammy Schirle

Université Wilfrid Laurier

Allan Shapira

Aon Hewitt

Peter Shena

Commission du
Régime de retraite des
fonctionnaires de l'Ontario

Idan Shlesinger

LifeWorks

Noeline Simon

Association canadienne
des compagnies
d'assurance de personnes

Nicole Stewart

Ministère des Finances de
l'Ontario

Blair Stransky

Healthcare of Ontario
Pension Plan

George Turpie

Canada Life

Aaron Walker-Duncan

BC Pension Corporation

Niveaux de vie croissants des Canadiens

L'amélioration des revenus et du niveau de vie des Canadiens dépend en grande partie des investissements dans le capital national du Canada, de l'innovation et de notre capacité à faire du commerce.

Les recherches de l'Institut en 2021 ont montré que, malheureusement, le déficit du Canada en matière d'investissement des entreprises par travailleur a continué de s'aggraver par rapport aux pays homologues. Ce déficit croissant laisse présager de mauvaises perspectives pour le niveau de vie des Canadiens. S'attaquer à ce rendement inadéquat en encourageant les entreprises à investir au Canada, ou du moins en ne les décourageant pas de le faire, devrait être une priorité politique majeure.

Les investissements dans les infrastructures sont la clé de la croissance économique. La recherche de l'Institut en 2021 a porté sur les effets de la COVID-19 sur l'avenir du transport en commun, concluant que l'investissement dans ce domaine était plus utile que jamais, tandis que son groupe de travail sur les télécommunications a fourni des conseils sur la meilleure façon de supprimer les obstacles à la construction de l'infrastructure 5G au Canada.

De plus, l'Institut a exploré les défis auxquels sont confrontées les entreprises canadiennes face aux échéances ambitieuses pour la transition vers des émissions de dioxyde de carbone plus faibles au Canada, et les préoccupations concernant la résilience du commerce et des chaînes d'approvisionnement dans l'ère post-COVID.

En matière de transition énergétique, outre une étude préfigurant le rôle des obligations vertes, une étude de l'Institut a plaidé pour la clarté des paramètres d'évaluation du risque financier lié au climat que les conseils d'administration peuvent appliquer dans leur propre prise de décisions, tandis qu'une autre a examiné les causes des coûts élevés de l'électricité en Ontario. L'Institut a également publié une étude détaillant les défis considérables que représente l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de dioxyde de carbone dans le secteur des transports au Canada.

Toujours dans le cadre de la transition énergétique, l'Institut a organisé un séminaire sur les politiques sur le thème « Mieux reconstruire » après la COVID-19. Le séminaire a abouti à un rapport explorant la manière dont le Canada et les États-Unis pourraient collaborer pour créer

des chaînes d'approvisionnement plus écologiques et éviter le protectionnisme dans le domaine des matériaux verts.

Sur le thème du renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement de manière plus générale, l'Institut a produit un rapport basé sur un séminaire sur les politiques qu'il a organisé sur les chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques. Le rapport propose des réflexions sur l'amélioration de la résilience du Canada en matière de fournitures médicales et de préparation aux situations d'urgence, tout en mettant en garde contre le nationalisme en matière de vaccins, qui aurait pour effet de détériorer la situation pour tous.

Les travaux de l'Institut sur l'innovation ont porté sur l'amélioration de la capacité des Canadiens à profiter pleinement de l'innovation numérique, et sur la commercialisation de la propriété intellectuelle, y compris celle qui découle de la plus grande disponibilité des données et de l'utilisation des technologies numériques. L'Institut continuera à s'appuyer sur ces travaux, notamment sur ceux de son groupe de travail sur l'économie numérique, en 2022.

Toujours sur le front de l'innovation, une étude sur les prix des médicaments, la réglementation et la protection des brevets a rappelé aux lecteurs que le Canada dispose de nombreuses options pour rendre les médicaments abordables, tout en contribuant à l'effort mondial de recherche et de développement qui sous-tend l'innovation dans ce secteur.

Le rendement économique peut être puissamment amélioré par la productivité et l'innovation dans le secteur financier, étant donné le rôle clé de ce secteur dans l'allocation des fonds pour la croissance. L'Institut a élargi ses travaux sur les questions à l'avant-garde de l'innovation financière, en explorant notamment les implications de la popularité croissante des cryptomonnaies pour les banques centrales, en effectuant une plongée en profondeur dans le secteur de l'assurance IARD au Canada, dans l'avenir des caisses populaires et des *coopératives de crédit*, et sur la façon de promouvoir la productivité globale du secteur financier canadien.

Les travaux de l'Institut sur les politiques en matière d'énergie et de services financiers, sur l'infrastructure et l'économie numérique, ainsi que sur l'investissement et l'innovation, ont apporté des idées nouvelles aux décideurs qui sont aux prises avec les changements climatiques et technologiques, tout en cherchant à exploiter les forces économiques pour maximiser les revenus et la prospérité des Canadiens.

Conseil de politique économique internationale

Coprésidents

Wendy Dobson
Professeure et codirectrice.
Rotman School of Management

L'honorable Pierre S. Pettigrew
Conseiller exécutif, International, Deloitte

Membres

Jeannine Bailliu
Institut C.D. Howe

Stephen Beatty
Toyota Canada Inc.

Dan Ciuriak
Ciuriak Consulting Inc.

John Curtis
Institut C.D. Howe

Robert Dimitrieff
Patriot Forge Co.

Rick Ekstein
Phaze 3 Associates

Chris Forbes
Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Carolina Gallo
GE Canada

Victor Gomez
Financière Sun Life

Peter Hall
Exportation et
Développement Canada

John Hannaford
Commerce international,
Affaires mondiales Canada

Lawrence Herman
Cassidy Levy Kent

Caroline Hughes
Ford du Canada Limitée

Jim Keon
Association canadienne du
médicament générique

Jean-Marc Leclerc
Honda Canada Inc.

James Maunder
Amazon Canada

Michael McAdoo
Boston Consulting Group

Derek Nighbor
Association des produits
forestiers du Canada

Eme Onuoha
Office d'investissement
du régime de pensions du
Canada

Jeanette Patell
YouTube Canada

Pierre Pyun
Bombardier

Aaron Sydor
Affaires mondiales Canada

Daniel Trefler
Rotman School of
Management

Ari Van Assche
HEC Montréal

Adriana Vega
Banque Scotia

Katherine White
Alberta Ministry of Jobs,
Economy and Innovation



Daniel Schwanen et Jeremy Kronick

Conseil sur la politique de l'énergie

Coprésidents

Brad Corson

Président et chef de la direction, Imperial Oil

Ken Hartwick

Président et chef de la direction, Ontario Power Generation

Membres

Rick Anderson

Earnscliffe Strategy Group

Jürgen Beier

Deloitte Canada

Chris Benedetti

Sussex Strategy Group

Michael Bernstein

Canadians for Clean Prosperity

Francis Bradley

Association canadienne de l'électricité

Ben Brunnen

Association canadienne des producteurs pétroliers

Tabatha Bull

Conseil canadien pour l'entreprise autochtone

Dave Collyer

Pat Dalzell

Bruce Power

Rhona DelFrari

Cenovus Energy

Joseph Doucet

Université de l'Alberta

Serge Dupont

Bennett Jones LLP

Bob Espey

Parkland Fuel Corporation

Dale Friesen

ATCO

Carolina Gallo

GE Canada

Mike Gladstone

Enbridge Inc.

Martha Hall Findlay

Suncor Energy Services Inc.

Sébastien Labelle

Ressources naturelles Canada

Sheila Leggett

Institut C.D. Howe

Carla Nell

Independent Electricity System Operator

Mark Poweska

Hydro One

Gerry Protti

Institut C.D. Howe

Laurie Pushor

Alberta Energy Regulator

Blake Shaffer

Université de Calgary

Grant Sprague

Alberta Energy

Liam Stone

TransAlta Corporation

Samantha Stuart

TC Energy

David Taylor

Accenture

Brian Vaasjo

Capital Power

Rocky Vermani

NOVA Chemicals Corp.

Recherche sur l'énergie, les ressources et l'infrastructure

Trains, Lanes and Automobiles: The Effect of COVID-19 on the Future of Public Transit

Avril 2021 – Ben Dachis et Rhys Godin

Power Surge: The Causes of (and Solutions to) Ontario's Electricity Price Rise Since 2006

Juin 2021 – Ben Dachis et Joel Balyk

Driving Ambitions: The Implications of Decarbonizing the Transportation Sector by 2030

Juillet 2021 – Joel Balyk, Brian Livingston, Sara Hastings-Simon et Grant Bishop

An Oil Sands Inequity: Alberta's Outdated Bitumen Valuation Program

Octobre 2021 – Joel Balyk, Ben Dachis et Charles DeLand

Conseil sur la politique de la concurrence

Président

Elisa Kearney

Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Membres

George N. Addy

Davies, Ward, Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Melanie Aitken

Bennett Jones LLP

Marcel Boyer, O.C.

CIRANO, Université de Montréal

Timothy Brennan

University of Maryland
Baltimore County

Neil Campbell

McMillan Binch LLP

Jeffrey R. Church

Université de Calgary

Erika M. Douglas

Beasley School of Law

Renée Duplantis

The Brattle Group

Brian Facey

Blake Cassels & Graydon
LLP

Calvin S. Goldman c.r.

The Law Office of Calvin
Goldman, Q.C.

Jason Gudofsky

McCarthy Tétrault
S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Lawson A.W. Hunter, c.r.

LL.D.
Stikeman Elliott LLP

Susan M. Hutton

Stikeman Elliott LLP

Edward M. Iacobucci

Université de Toronto

Paul Johnson

Rideau Economics

John Pecman

Chargé de recherche
principal

Margaret F. Sanderson

Charles River Associates

**L'honorable Konrad W.
von Finckenstein, c.r.**

Omar Wakil

Torys LLP

Roger Ware

Université Queen's

**L'honorable Howard I.
Wetston c.r.**

Le Sénat du Canada

Ralph A. Winter

Université de la Colombie-
Britannique

Recherche sur la réglementation, la concurrence et la croissance

From Chronic to Acute: Canada's Investment Crisis

Février 2021 – William Robson et Miles Wu

From Here to Full Inoculation: How an Epidemiological-Economic Model Can Help as We Rollout Vaccines

Février 2021 – Jeremy Kronick et Paul Jenkins

Vaccine Ins and Outs: An Exploration of the Legal Issues Raised by Vaccine Passports

Juillet 2021 – Bryan Thomas, Colleen M. Flood, Vivek Krishnamurthy, Ryan Tanner et Kumanan Wilson

Cutting Square Deals: Drug Prices, Regulation, and Patent Protection

Août 2021 – Åke Blomqvist et Paul Grootendorst

Declining Vital Signs: Canada's Investment Crisis

Septembre 2021 – William Robson et Miles Wu

Shoppers' Choice: The Evolution of Retailing in the Digital Age

Décembre 2021 – Daniel Schwanen

Conseil national

Président

David Dodge

Conseiller principal, Bennett Jones LLP

Membres

Elyse Allan

Steve Ambler

Université du Québec à Montréal

Bob Baldwin

Baldwin Consulting

Åke Blomqvist

Université Carleton

Tom Closson

Tom Closson Consulting

Marshall Cohen

Brad Corson

Compagnie Pétrolière Impériale Ltée

Leo de Bever

David Denison

Wendy Dobson

Rotman School of Management

Rupert Duchesne

Janet Ecker

Kilwaughter Consulting

Rick Ekstein

Weston Forest

Jock Finlayson

Business Council of British Columbia

Ken Hartwick

Ontario Power Generation Inc.

Lawrence Herman

Cassidy Levy Kent

Michael Horgan

Bennett Jones LLP

Tim Hudak

Ontario Real Estate Association

Lawson Hunter

Stikeman Elliott LLP

Edward Iacobucci

Université de Toronto

Thorsten Koeppl

Université Queen's

Nicholas Le Pan

Jeffrey Lozon

Lozon Associates

Gary Mooney

Anderson Sinclair PC

Jeffrey Orr

Power Corporation of Canada

Pierre Pettigrew

Deloitte

Brian Postl

Université du Manitoba

John Richards

Université Simon Fraser

Guy Saint-Jacques

Guy Savard

Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Gino Scapillati

Bennett Jones LLP

Kim Shannon

Sionna Investment Managers Inc.

Geoff Smith

EllisDon

Kathleen Taylor

RBC

Gordon Thiessen

Craig Thorburn

Blake Cassels & Graydon LLP

Leonard Waverman

Université McMaster

Susan Wolburgh Jenah

Aecon Group Inc.

Neil Yeates

Conseil de politiques sur le capital humain

Recherche sur la gouvernance et la responsabilité publiques

Time for an Upgrade: Fiscal Accountability in Canada's Cities, 2020

Janvier 2021 – William Robson et Miles Wu

Puzzling Plans and Surprise Surpluses: Canada's Cities Need More Transparent Budgets

Février 2021 – William Robson et Miles Wu

Finding Jewels Among the Crowns: Optimal Governance Principles for Canada's State-Owned Enterprises

Mai 2021 – Glen Hodgson

Good, Bad, and Incomplete: Grading the Fiscal Transparency of Canada's Senior Governments, 2021

Septembre 2021 – William Robson et Miles Wu

Trouble on the Bottom Line: Canada's Governments Must Produce More Reliable Budgets

Novembre 2021 – William Robson et Miles Wu



Dans le sens horaire, à partir d'en haut à gauche :
Steve Orsini; John Horwood; Rick Howson; Rebecca Horwood

ÉVÉNEMENTS SUR LES POLITIQUES EN 2021

Les tables rondes, les conférences et les événements spéciaux informels de l'Institut, auxquels on ne peut participer que sur invitation, réunissent des dirigeants d'entreprise, des dirigeants politiques, de hauts fonctionnaires et des chercheurs de niveau supérieur pour des discussions importantes sur des enjeux en matière de politiques. L'Institut a organisé les événements suivants en 2021 (en ordre chronologique) :

Luc Bouchard, sous-ministre délégué, Direction des technologies de l'information, ministère de la Santé et des Services sociaux, gouvernement du Québec; Kathy Malas, associée au président et chef de la direction, chef du Pôle d'innovation et d'intelligence artificielle en santé, chercheuse professionnelle en santé, CHUM; Laure Tessier-Delivuk, directrice des solutions clients, numérique et solutions, GE Healthcare
*COVID-19 et la révolution digitale dans le secteur de la santé/
COVID-19 and Healthcare's Digital Revolution*
Webinaire, 13 janvier 2021
Commandité par GE

Conférence annuelle Sylvia Ostry avec Frank McKenna (ancien ambassadeur du Canada aux États-Unis [2005-2006]; vice-président de la Banque Toronto Dominion) et l'honorable Pierre Pettigrew, conseiller exécutif, International, Deloitte; président du conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique du Canada; ancien ministre du Commerce international du Canada
What Now? The Outlook for Canada-US Relations Under the Biden Administration
Webinaire, 21 janvier 2021

Laurie Pushor, présidente et chef de la direction, Alberta Energy Regulator
Regulatory Change and Transformation
Webinaire, 26 janvier 2021

Peter Routledge, président et premier dirigeant, Société d'assurance-dépôts du Canada
Crisis Preparation in the Time of COVID: Protecting Deposits and the Financial System
Webinaire, 27 janvier 2021
Commanditaire : Association des banquiers canadiens

Ben Gully, surintendant auxiliaire, Secteur de la réglementation, Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF); Janis Sarra, professeure distinguée de droit à l'Université de la Colombie-Britannique et ancienne directrice fondatrice du National Centre for Business Law, Peter A. Allard School of Law, Université de la Colombie-Britannique; Alison Schneider, vice-présidente, Investissement responsable, Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)
The Math of Climate Change: Quantifying Climate-related Risk Disclosures
Webinaire, 28 janvier 2021

Blake Hutcheson, président et chef de la direction, OMERS
Taking the Helm of a Pension Plan During a Crisis
Webinaire, 29 janvier 2021
Commanditaire : Torys LLP

Robert Asselin, premier vice-président, Politiques publiques, Conseil canadien des affaires; Dennis Darby, président et chef de la direction, Manufacturiers et Exportateurs du Canada; Giles Gherson, sous-ministre du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce et sous-ministre des Petites Entreprises et de la Réduction des formalités administratives, gouvernement de l'Ontario
Investment and Growth: Getting Canada Moving Again
Webinaire, 9 février 2021
Commanditaire : Association Canadienne de Financement et de Location

Warren Ali, vice-président principal de l'innovation, Association des fabricants de pièces d'automobile; James Meadowcroft, professeur, School of Public Policy and Administration et département de science politique, Université Carleton; Merran Smith, directrice générale, Clean Energy Canada
Destination Uncertain: Navigating Canada's Energy Transition
Webinaire, 26 février 2021
Commanditaire : Ivey Foundation



Haut : Ben Dachis et Briar Foster

En bas à gauche : Maureen Farrow

En bas à droite : Paul Fletcher

Activités sur les politiques en 2021 (suite)

L'honorable Travis Toews, président du Conseil du Trésor et ministre des Finances, gouvernement de l'Alberta
Webinaire, 2 mars 2021

Stephen Lucas, sous-ministre, Santé Canada
Webinaire, 5 mars 2021
Commanditaire : Johnson & Johnson

La conférence annuelle Sylvia Ostry avec Stéphane Dion, ambassadeur du Canada en Allemagne et Envoyé spécial auprès de l'Union européenne, Affaires mondiales Canada
Democracy's Health in the COVID Era
Webinaire, 12 mars 2021

L'honorable Caroline Mulroney, ministre du Transport et ministre des Affaires francophones, gouvernement de l'Ontario
Building Infrastructure and Creating Jobs: Ontario's Transportation Plan for the Future
Webinaire, 16 mars 2021
Commanditaire : Deloitte

Jagmeet Singh, chef du Nouveau Parti démocratique
Fighting for You: Helping Small Businesses and Workers get Through the COVID-19 Pandemic
Webinaire, 18 mars 2021
Commanditaire : MasterCard

Série de webinaires des chercheurs 2021 avec Charles Goodhart, professeur émérite de services bancaires et de finances, London School of Economics; et Manoj Pradhan, fondateur, Talking Heads Macro
The Great Demographic Reversal: Ageing Societies, Waning Inequality, and an Inflation Revival
Série de webinaires des chercheurs, 23 mars 2021

James Coleman, Robert G. Storey Distinguished Faculty Fellow et professeur de droit, Southern Methodist University; Thomas Schwartz, vice-président principal et avocat général, Enbridge; Kristen van de Biezenbos, professeure agrégée, Université de Calgary
The Future of Enbridge Line 5
Executive Access Briefing virtuel, 31 mars 2021

John Hallward, président du conseil d'administration, GIV3 et président, Sector3Insights; Hilary Pearson, ancienne présidente, Fondations philanthropiques Canada; Dan Petegorsky, coordonnateur de l'initiative de réforme des organismes de bienfaisance de l'Institute for Policy Studies
Is it Time to Change Charitable Foundations' Funding Requirements?
Webinaire, 9 avril 2021
Commanditaire : GIV3

Edward Kholodenko, président et chef de la direction, Questrade Financial Group; Andrew Kriegler, président et chef de la direction, Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM); John McKenzie, chef de la direction, TMX Group
Meme Stocks and GameStonks: Navigating the Rise of Retail Investing in Canada's Markets
Webinaire, 14 avril 2021

Série de webinaires des chercheurs 2021 avec John McLaughlin, distingué praticien en résidence de la School of Advanced International Studies (SAIS), Johns Hopkins University; ancien directeur adjoint de la CIA et ancien directeur de la CIA
The Emerging Biden Foreign Policy: China to the Fore
Série de webinaires des chercheurs, 16 avril 2021

Walied Soliman, président, Groupe de travail sur la modernisation relative aux marchés financiers, gouvernement de l'Ontario; président du conseil d'administration, Norton Rose Fulbright Canada LLP
Capital Markets Modernization in Ontario: The Future Is Bright
Webinaire, 21 avril 2021
Commanditaire : Norton Rose Fulbright

Michael Sabia, sous-ministre, ministère des Finances Canada; Nicholas Leswick, sous-ministre adjoint, Direction de la politique économique et fiscale, ministère des Finances Canada
Séance de renseignements après le dépôt du budget
Webinaire, 23 avril 2021
Commanditaire : Intact Corporation financière

Brian Kingston, président et chef de la direction, Association canadienne des constructeurs de véhicules; Megan Nichols, directrice générale, Politique environnementale, Transports Canada; Jason Rakochy, vice-président principal, Stratégie et croissance, Hydro One
Electrifying Canada's Automobile Sector
Série de webinaires sur l'avenir du secteur de l'automobile au Canada, 26 avril 2021
Commanditaires : KPMG et Ford du Canada Limitée

Bert Clark, président et chef de la direction, Investment Management Corporation of Ontario (IMCO)
Delivering Good Returns in a Frothy Environment
Webinaire, 29 avril 2021
Commanditaire : Torys LLP



Dans le sens horaire, à partir d'en haut à gauche :
Bert Clark; Helen Mclean; Angela Ferrante; Brian Johnston

Activités sur les politiques en 2021 (suite)

Alexandra Cutean, directrice principale de la recherche et des politiques, Conseil des technologies de l'information et des communications; Peter Hatges, associé, chef du secteur national, Automobile, KPMG Canada; Andrew Phillips, gestionnaire, Programmes de sécurité des véhicules connectés et automatisés, Direction générale des programmes de transport multimodal et de sécurité routière, Transports Canada

The Bumpy Road Ahead for Autonomous Vehicles

Série de webinaires sur l'avenir du secteur de l'automobile au Canada, 3 mai 2021

Commanditaires : KPMG et Ford du Canada Limitée

Joy Nott, associée, Commerce et douanes, KPMG Canada; Flavio Volpe, président, Association des fabricants de pièces d'automobile

Leading the North American Automotive Value Chain

Série de webinaires sur l'avenir du secteur de l'automobile au Canada, 4 mai 2021

Commanditaires : KPMG et Ford du Canada Limitée

Série de webinaires des chercheurs 2021 avec Maurice Obstfeld, professeur d'économie, University of California, Berkeley; ancien économiste en chef, Fonds monétaire international

The International Capital Market Reconsidered

Série de webinaires des chercheurs, 11 mai 2021

Séminaire spécial sur les politiques : Public Procurement and Local Content Rules

Séminaire virtuel, 9 juin 2021

Commanditaire : Association canadienne des producteurs d'acier

La conférence annuelle David Laidler avec Jean Boivin, directeur général, BlackRock Investment Institute

Testing Debt Tolerance

Webinaire, 10 juin 2021

Dame Moya Greene, présidente de l'équipe de reprise économique du Premier ministre, gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador

The Big Reset for Newfoundland and Labrador

Webinaire, 14 juin 2021

Theresa Dekker, vice-présidente, Développement des activités et stratégie, Ontario Power Generation et coprésidente, Ivy Charging Network; Philippe Dunsy, président, Dunsy Energy + Climate Advisors; Blake Shaffer, professeur adjoint, département d'économie et School of Public Policy, Université de Calgary; chercheur en politiques énergétiques, Institut C.D. Howe

Watts Needed? Exploiting Canada's Lead in Net-Zero Electricity

Webinaire, 15 juin 2021

Commanditaire : Ivey Foundation

Roger Martin, professeur émérite, Rotman School of Management, Université de Toronto; Jon Shell, directeur général et associé, Social Capital Partners; Geoff Smith, président et chef de la direction, EllisDon

Employee Ownership Trusts: A Good Model for Canadian Prosperity?

Webinaire, 24 juin 2021

Lynn Barr-Telford, statisticienne en chef adjointe des statistiques sociales, de la santé et du travail, Statistique Canada; Don Drummond, Stauffer-Dunning Fellow et professeur auxiliaire, School of Policy Studies, Université Queen's; Kathleen Morris, vice-présidente de la recherche et de l'analyse, Institut canadien d'information sur la santé

The State of Health and Healthcare Data: Where we're at and Where We Need to go

Webinaire, 25 juin 2021

Commanditaire : Institut canadien d'information sur la santé

Jean, baron Stéphane, ancien président et directeur général, GlaxoSmithKline Biologicals

How the Genetic Engineering that Started in the 70s has Affected the Development of Vaccines

Executive Access Briefing virtuel, 24 août 2022

Commanditaire : Canada-Belgium Committee

Conférence Jack Mintz avec Martin Eichenbaum, Charles Moskos Professor of Economics, Northwestern University

Should We Worry About Deficits When Interest Rates Are So Low?

Webinaire, 10 septembre 2021

William C. Dudley, chercheur principal, The Griswold Center for Economic Policy Studies, Princeton University; ancien président de la Federal Reserve Bank of New York

The Fed on a Tightrope: Inflation, Growth and the Future of US Monetary Policy

Webinaire, 23 septembre 2021

Commanditaire : CIBC

Séminaire spécial sur les politiques : Pharmaceutical and Medical Supply Chain Sustainability

Séminaire virtuel, 29 septembre 2021

Commanditaire : Pharmascience Inc.

Neil Earnest, président, Muse, Stancil & Co.; G. Kent Fellows, associé de recherche, School of Public Policy, Université de Calgary; Michael Munoz, vice-président, Taxes et trésorier, Suncor Energy Inc.

Valuing Alberta's Bitumen for Royalties

Executive Access Briefing virtuel, 30 septembre 2021

Commanditaire : Association canadienne des producteurs pétroliers



Dans le sens horaire, à partir d'en haut à gauche :
Ed Devlin; Marcia Moffat; Rick Anderson; Lalit Aggarwal

Activités sur les politiques en 2021 (suite)

John Graham, président et chef de la direction, Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Pandemics, Climate Change, Geopolitics: How Long-term Investors Are Navigating the Market
Webinaire, 4 octobre 2021
Commanditaire : J.P. Morgan Chase & Co.

Séminaire spécial sur les politiques : Connecting Innovation, Intellectual Property, and Commercialization
Séminaire virtuel, 7 octobre 2021
Commanditaires : Conseil des universités de l'Ontario et Association des hôpitaux de l'Ontario

Romy Bowers, présidente et première dirigeante, Société d'hypothèques et de logement du Canada
Building Stronger Communities Together
Webinaire, 20 octobre 2021
Commanditaire : Association canadienne de l'immeuble

L'honorable Prabmeet Singh, Sarkaria, président du Secrétariat du Conseil du Trésor de l'Ontario
Response & Recovery: An Update on Ontario's Plan to Protect our Progress in the Fight Against COVID-19, Support our Economy and Build a Stronger Province for the Future
Déjeuner table ronde, 25 octobre 2021
Commanditaire : Deloitte

L'honorable Peter Bethlenfalvy, ministre des Finances de l'Ontario
Ontario's Fall Economic Statement
Déjeuner table ronde, 15 novembre 2021
Commanditaire : Johnson & Johnson

Catherine Beaudry, professeure d'économie de l'innovation et titulaire de la Chaire de recherche du Canada (niveau 1) en création, développement et commercialisation de l'innovation, Polytechnique Montréal; Daniel Herman, conseiller spécial, Soutien à la propriété intellectuelle, ministère des Collèges et Universités de l'Ontario; John Knubley, ancien sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada.
Reviewing the Innovation Superclusters Initiative: Success or Failure?
Webinaire, 25 novembre 2021
Commanditaire : The Petman Foundation

Neil Cunningham, président-directeur général, Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public
Connecting to What Matters
Webinaire, 29 novembre 2021
Commanditaire : BMO

Michael Bernstein, chef de la direction, Clean Prosperity; Philip Duguay, directeur général, Canada Grid, The Transition Accelerator; Blake Shaffer, professeur adjoint, département d'économie et de politique publique, Université de Calgary.
The Energy Transition in Canada: Can Electricity Do the Heavy Lifting?
Webinaire, 3 décembre 2021
Commandité par GE

André Bernier, directeur général des ressources en électricité, Ressources naturelles Canada; John Gorman, président et chef de la direction, Association nucléaire canadienne; Lisa McBride, présidente, GE Hitachi
The Nuclear Option: Powering Canada's Energy Needs
Webinaire, 13 décembre 2021
Commandité par GE



Événement du cercle des mécènes : *Inflation : la menace et la réponse*

COMMANDITAIRES EN 2021

Séminaires virtuels



Série de webinaires



Wendy Dobson

I V E Y foundation



Webinaires/Déjeuners tables rondes



LES MEMBRES DE L'INSTITUT EN 2021

Particuliers

Lalit Aggarwal
Dalton Albrecht
Elyse Allan
Keith Ambachtsheer
Richard Anderson
Andrée Appleton
E. James Arnett
James C. Baillie
Luc Bernard
George Bezaire
Thomas Bogart
Peter Buzzi
Justin Caldwell
Robert Caldwell
Brian Carter
Edmund Clark
Bert Clark
Tony Clement
Jack Cockwell
Marshall Cohen
David Collyer
David Copeland
David Crane
Bryan et Malkin Dare
David Denison
Hélène Desmarais
Edward Devlin
Wendy Dobson
David Dodge
Rupert Duchesne
Robert Dunlop
Janet Ecker
Don Ezra
William Falk
John Farrow
James Feehan
James Fleck
Paul Fletcher
William Fleury
Briar Foster
Kevin Gaudet
Robert Gold
Peter Goring
John A.G. Grant
Barry Gros

Douglas Grundy
Geoffrey Hale
Graham Hallward
Malcolm Hamilton
Raza Hasan
Timothy Hearn
Lawrence Herman
Jim Hinds
Tim Hodgson
Igal Holtzer
Tony Hooper
Michael Horgan
John Horwood
Rebecca Horwood
Richard Howson (The Petman
Foundation)
Mark Hughes
H. Douglas Hunter
Julien Hutchinson
Richard Ivey
Jon Johnson
Donald K. Johnson
Robert Kaplan
John Kazanjian
Anna Kennedy
Claire M.C. Kennedy
Sheryl Kennedy
Jan Kestle
Thomas Kierans
Georg Knoth
Michael Landry
J. Spencer Lanthier
David LeGresley
Brian Levitt
Henry Lotin
Jeffrey Lozon
J.W. (Wes) MacAleer
Christina Mackinnon
Paul Martin
Gerald McCaughey
James McIlroy
Esther McNeil
Jack Mintz
Bruce Mitchell
Ronald Mock
Marcia Moffat
William Molson

Gina Montillet
Gary Mooney
Robert Morrison
Mary Murphy
Edward Neufeld
Angelo Nikolakakis
Joe Nunes
Hugh O'Reilly
Nick Pantaleo
Dani Peters
Reginald Petersen
David Phillips
David Powell
Donald Reimer
Robert Richards
Christine Robson
William B.P. Robson
W.P. Rosenfeld
Gale Rubenstein
Fred Rumak
Walter Schroeder
Daniel Schwanen
Gerald Schwartz
Faisal Siddiqi
Helen Sinclair
Geoff Smith
Gregory Smith
Paul G. Smith
Peter Smith
James K. Stewart
Daniel Sullivan
Richard Tattersall
John Tennant
Simon Thang
Keith Thompson
Craig Thorburn
Tom Trimble
Annette Verschuren
Howard Wetston
Catharine Whiteside
John Wilkinson
Alfred Wirth
David Wishart
Susan Wolburgh Jenah
Tom Woods
Bill Young



En haut de gauche : Claudia R. Hepburn, Bruce C. Barker et Charles Barker

En bas à gauche : Stephane Paris

En bas à droite : Rupert Duchesne

Établissements d'enseignement postsecondaire

Université Carleton
HEC Montréal
Université McMaster
Université Northeastern
Université Queen's
Université du Manitoba
Université de Toronto
Université Western
Université Wilfrid Laurier

Associations, fondations et sociétés

3 Sixty Public Affairs Inc.
Accenture
Advocis
AGF Management Limited
Aird & Berlis LLP
Alberta Investment Management Corporation
Algoma Central Corporation
Amazon Canada
Amgen Canada Inc.
Institut canadien des évaluateurs
Association canadienne des administrateurs de régimes de retraite
Assuris
ATCO Ltd. & Canadian Utilities Limited
Bayer Inc.
BC Pension Corporation
BD Canada
Bell Canada
Bennett Jones LLP
Biogen Canada Inc.
Birch Hill Equity Partners
BlackRock Asset Management
Blackstone Association
Blake, Cassels & Graydon LLP
BMGI Group
BMO Groupe financier
Boehringer Ingelheim (Canada) Ltd.
Bombardier Inc.
Borden Ladner Gervais LLP
Boston Consulting Group Canada ULC
Brookfield Asset Management Inc.
Brown Mills Klinck Prezioso LLP

Bruce Power
Goal Group of Companies
Business Council of British Columbia
Conseil canadien des affaires
Banque de développement du Canada
C.S.T. Consultants Inc.
CAAT Pension Plan
Caisse de dépôt et placement du Québec
Calgary Real Estate Board
Société d'assurance-dépôts du Canada
Canada Guaranty
Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Canada-Belgium Committee
Association canadienne des producteurs pétroliers
Association des banquiers canadiens
Société canadienne du sang
Association canadienne des coopératives financières
Association canadienne de l'électricité
Association Canadienne de Financement et de Location
Association Canadienne du Gaz
Association canadienne du médicament générique
Banque Canadienne Impériale de Commerce
Institut canadien d'information sur la santé
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.
Association canadienne de l'immeuble
Association canadienne d'études fiscales
Association canadienne des télécommunications sans fil
Candor Investments Ltd.
Capital Power Corporation
CBI Health
Cenovus Energy Inc.
CEO Global Network
Ceridian
CFA Societies Canada
Association canadienne de l'industrie de la chimie
Clairvest Group Inc.
Clean Prosperity
Cogeco Communication Inc.

Concentra Bank
CPA Ontario
Credit Union Central Alberta Limited
CWB Financial Group
DBRS
Deloitte
Groupe Desjardins
Fondation canadienne Donner
Dupont Canada
Earncliffe Strategies
EastLink
Economap Inc.
Edwards Lifesciences (Canada) Inc.
E-L Financial Corporation Limited
Elevate Export Finance Corp.
EllisDon Inc.
Enbridge
Association canadienne du logiciel de divertissement
Banque Équitable
Exportation et développement Canada
Fidelity Investments
First National Financial LP
Ford du Canada Limitée
Association des produits forestiers du Canada
GE Canada
GlaxoSmithKline Inc.
Google Canada Inc.
Green Shield Canada
GWN Capital Management Ltd.
H&R Block Canada, Inc.
H.H. Angus & Associates Limited
Consulting Engineers
Harvard Developments Inc., A Hill Company
Healthcare of Ontario Pension Plan
HealthPRO Procurement Services Inc.
Hill & Knowlton
Hoffmann-La Roche Limited
Home Trust Company
Honda Canada Inc.
Hugessen Consulting
Human Resources Professionals Association (HRPA)
Hydro One Networks Inc.
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée
Independent Electricity System Operator
Innovative Medicines Canada
Association des courtiers d'assurances du Canada (ACAC)
Bureau d'assurance du Canada

Les membres de l'Institut en 2021 (suite)

Intact Corporation financière	MITACS	Seymour Management Consulting Inc.
Intuit	Morgan Meighen & Associates	Shaw Communications
Association canadienne du commerce des valeurs mobilières	Banque Nationale du Canada	Summerhill Capital Management
Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières	Normandin Beaudry	Financière Sun Life Inc.
Investment Management Corporation of Ontario	NOVA Chemicals Corporation	Sussex Strategy Group
ITCAN	Nutrien Ltd.	TAO Group Holdings Corp.
J.P. Morgan Securities Canada Inc.	Oak Hill Financial	TC Energy Corporation
Fondation Jackman	OMERS	Groupe Financier Banque TD
Johnson & Johnson Inc. Canada	Ontario Long Term Care Association	Teck Resources Limited
JTI-Macdonald Corp.	Ontario Medical Association	TELUS
JUUL Labs Canada Ltd.	Ontario Power Generation Inc.	Terrestrial Energy
KingSett Capital Inc.	Ontario Real Estate Association	La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie
KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	L'Association canadienne de la paie
Maclab Development Group Maclab Properties Group	OPTrust	The Conference for Advanced Life Underwriting
Magris Performance Materials Inc.	Osler, Hoskin & Harcourt LLP	The Gwyn Morgan & Patricia Trottier Foundation
Financière Manuvie	Parkland Corporation	Institut des fonds d'investissement du Canada
Market Surveillance Administrator	Persis Holdings Ltd	The Woodbridge Company Limited
Mastercard Canada	PetalMD	TMX Group Inc.
Mattamy Asset Management	Pfizer Canada Inc.	Toronto Finance International
Mattamy Homes	Pharmascience Inc.	Toronto Leadership Centre
Fondation Max Bell	PhRMA	Chambre de commerce de la région de Toronto
McCain Foods Limited	Polytechnics Canada	Torys LLP
McCarthy Tétrault LLP	Power Corporation of Canada	Toyota Canada Inc.
McKesson Canada	Société d'indemnisation en matière d'assurances	TransAlta Corporation
McKinsey & Company Canada	Pumpkin Inc.	Uber Canada, Inc
McMillan LLP	PwC Canada	Vancouver City Savings Credit Union
Medavie Health	Randstad	Vanguard
Medcan Health Management Inc.	RBC	Weston Forest
Medtech Canada	Revera Inc.	Wolf Midstream
Meridian Credit Union Limited	Rogers Communications Inc.	
Metrolinx	Rothmans, Benson & Hedges Inc.	
MindBeacon Group	Sagard Holdings	
	Sagen	
	Banque Scotia	
	SE Health	

LE PERSONNEL DE L'INSTITUT

Chercheurs 2021

Chargés de recherche invités

Steve Ambler
Åke Blomqvist
Dan Ciuriak
Janet Davidson
Bev Dahlby
Don Drummond
G. Kent Fellows
Glen Hodgson
Edward Iacobucci
Thorsten Koeppel
Kevin Milligan
Mikawo Nitani
Tammy Schirle
Ari Van Assche

Chargés de recherche principaux

Elyse Allan
Richard Alvarez
Robert Bell
Alister Campbell
John Crow
John Curtis
Kevin Dancey
Janet Davidson
Leo de Bever
Joanne De Laurentiis
Edward Devlin
Dwight Duncan
Janet Ecker

Kenneth G Engelhart
William Falk
Angela Ferrante
Claude Forget
Malcolm Hamilton
Lawrence Herman
Philip Howell
Lawson Hunter
Paul Jenkins
Maureen Jensen
Jon Johnson
Jim Keohane
Thomas Kierans
John Knubley
Guillaume Lavoie
Nicholas Le Pan
Sheila Leggett
Louis Lévesque
Wendy Levinson
Pierre Lortie
Jeffrey Lozon
Janice MacKinnon
John Manley
Jim McCarter
Brian Mills
Jack Mintz
Ronald Mock
Bernard Morency
John Murray
Hugh O'Reilly
Stephen Orsini
Nicola Pantaleo
John Pecman
Gerard Protti
Nobina Robinson
Mark Romoff
Henri-Paul Rousseau
Ian Russell

Guy Saint-Jacques
Mark Smith
John Stackhouse
Jamison Steeve
Debra Steger
James (Jason) Stewart
Frank Swedlove
Gordon Thiessen
Miville Tremblay
Peter van Dijk
Konrad von Finckenstein
Edward Waitzer
Leonard Waverman
Harvey Weingarten
Howard Wetston
William White
Kenneth Whyte
Donald Wright
Mark Zelmer
Barbara Zvan

Chargés de recherche

Charles Beach
Ken Boessenkool
Marcel Boyer
John Chant
Susan Christoffersen
Miles Corak
Michael Devereux
Donald Dewees
Erwin Diewert
Wendy Dobson
Pierre Duguay
Ross Finnie

Pierre Fortin
John Helliwell
Ian Irvine
David Johnson
Cally Jordan
David Laidler
David Longworth
Paul Masson
Deirdre McCloskey
Angelo Melino
Michael Parkin
John Richards
William Scarth
Anindya Sen
Pierre Siklos
Arthur Sweetman
Michael Trebilcock
Daniel Trefler
Thomas Wilson
Jennifer Zelmer

Chargés de recherche internationaux

Timothy Brennan
Martin Eichenbaum
Peter Howitt
Beatriz Leycegui
Mark Stabile
Lawrence White

Personnel de l'Institut

Mawakina Bafale

Assistant de recherche

Ana Remedios Bondoc

Coordonnatrice de bureau

Laura Bouchard

Directrice des communications

Nairy Cappiello

Adjointe de direction au président et
coordonnatrice des RH

Ben Dachis

Vice-président associé, Affaires
publiques

Nicholas Dahir

Assistant de recherche

Charles DeLand

Codirecteur de la recherche

Aline Emirzian

Gestionnaire, Services généraux

James Fleming

Vice-président et éditeur de la
recherche

Rowena Jeffers

Contrôleuse

Holly Joys

Coordonnatrice du développement et
des relations avec les membres

Aurelia Kay

Planificatrice principale d'événements

Hal Koblin

Directeur de l'avancement de la
recherche

Jeremy Kronick

Codirecteur de la recherche

Alexandre Laurin

Directeur de la recherche

Andrew Logan

Agent des communications

Colin MacKenzie

Éditeur, Intelligence Memos

Parisa Mahboubi

Analyste de politique principale

Lauren Malyk

Agente des communications

Yann Martin

Agent du développement, relations
avec les membres

Melissa McGee

Préparatrice de demandes de
subventions

Duncan Munn

Président

Stéphane Paris

Directeur du développement et des
relations avec les membres

Christa Perez

Coordonnatrice de la recherche

Joan Price

Secrétaire générale et assistante
de direction auprès du chef de la
direction

Hannah Riordan

Gestionnaire des programmes

William B.P. Robson

Chef de la direction

Daniel Schwanen

Vice-président de la recherche

Mitch Tentsos

Planificateur principal d'événements

Dharti Thakkar

Coordonnatrice de bureau

Tammy Trepanier

Planificatrice principale d'événements

Rosalie Wyonch

Analyste de politique principale

Yang Zhao

Graphiste principale

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de l'Institut C.D. Howe

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut C.D. Howe (l'« Institut »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, et les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Institut conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Institut ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Institut.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Institut.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Institut à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés

Experts-comptables autorisés

Le 28 avril 2022

Institut C.D. Howe

État de la situation financière

Au 31 décembre 2021

	Notes	2021 \$	2020 \$
Actif			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		6 011 664	5 422 974
Débiteurs		206 406	637 768
Charges payées d'avance		79 110	81 525
		6 297 180	6 142 267
Placements à long terme	4	7 366 486	5 798 965
Immobilisations	5	312 330	391 378
		13 975 996	12 332 610
Passif			
Passifs à court terme			
Créditeurs et charges à payer	6	152 595	139 198
Produits reportés		3 252 713	2 956 081
		3 405 308	3 095 279
Passifs à long terme			
Apports en capital reportés		70 054	94 018
Loyers reportés		91 718	123 170
		161 772	217 188
		3 567 080	3 312 467
Soldes de fonds			
Fonds investi en immobilisations	7	242 276	297 360
Fonds de fonctionnement		4 373 725	2 943 406
Fonds de dotation	8	5 792 915	5 779 377
		10 408 916	9 020 143
		13 975 996	12 332 610

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration,

président du conseil

président du comité d'audit, des finances et des risques

Institut C.D. Howe

État des résultats

Exercice clos le 31 décembre 2021

	2021 \$	2020 \$
Produits		
Apports et contributions	5 899 600	5 159 032
Produits tirés d'événements	599 362	237 708
Produits financiers – gains réalisés	44 149	26 987
Produits tirés de contrats	2 040	4 234
Produits financiers – gains latents sur les placements à long terme liés au fonds de fonctionnement	18 894	2 113
Vente de publications	5 242	5 428
Aide publique	919 946	1 242 499
	7 489 233	6 678 001
Charges		
Frais de recherche, d'administration et charges relatives aux projets	5 929 090	5 740 466
Amortissement	181 971	199 250
Perte à la sortie d'immobilisations	2 937	130
	6 113 998	5 939 846
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice	1 375 235	738 155

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Institut C.D. Howe

État de l'évolution des soldes de fonds

Exercice clos le 31 décembre 2021

		Fonds investi en immobilisations \$	Fonds de fonctionnement \$	Fonds de dotation \$	2021 Total \$	2020 Total \$
	Notes					
Soldes au début de l'exercice		297 360	2 943 406	5 779 377	9 020 143	8 264 012
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges pour l'exercice		(160 944)	1 536 179	-	1 375 235	738 155
Gains latents sur les placements au cours de l'exercice	8	-	-	454 780	454 780	32 952
Apports reçus au cours de l'exercice	8	-	-	-	-	25 100
Produits financiers	8	-	-	500 966	500 966	241 171
Transfert aux produits différés au cours de l'exercice	8	-	-	(942 208)	(942 208)	(281 247)
Achat d'immobilisations		105 860	(105 860)	-	-	-
Soldes à la fin de l'exercice		242 276	4 373 725	5 792 915	10 408 916	9 020 143

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Institut C.D. Howe

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2021

	Notes	2021 \$	2020 \$
Activités d'exploitation			
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice		1 375 235	738 155
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations		181 971	199 250
Perte à la sortie d'immobilisations		2 937	130
Amortissement des apports en capital reportés		(23 964)	(23 964)
Gains latents sur les placements à long terme liés au fonctionnement		(18 894)	(2 113)
Amortissement des loyers reportés		(31 452)	(31 452)
		1 485 833	880 006
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement			
Débiteurs		431 362	(32 345)
Charges payées d'avance		2 415	(25 118)
Créditeurs et charges à payer		13 397	1 241
Produits reportés		296 632	909 705
		2 229 639	1 733 489
Activités d'investissement			
Achat d'immobilisations		(105 860)	(143 992)
Achat de placements à long terme		(2 961 800)	(999 666)
Produit de la vente de placements à court terme		—	874 095
Produit de la vente de placements à long terme		1 413 173	982 861
		(1 654 487)	713 298
Activités de financement			
Dotations, gains latents et produits financiers, moins les pertes latentes et les virements	8	13 538	17 976
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		588 690	2 464 763
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		5 422 974	2 958 211
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		6 011 664	5 422 974
La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :			
Trésorerie		284 175	319 015
Équivalents de trésorerie		5 727 489	5 103 959
		6 011 664	5 422 974

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Institut C.D. Howe

Notes complémentaires

31 décembre 2021

1. Description de l'organisme

L'Institut C.D. Howe (l'« Institut ») est un organisme sans but lucratif et indépendant créé à des fins d'éducation et de recherche. Il effectue des analyses indépendantes, commente les enjeux liés aux politiques publiques et convertit ses recherches spécialisées en mesures concrètes pouvant être prises par le gouvernement et le secteur privé. L'Institut est un organisme de bienfaisance enregistré et exonéré d'impôt en vertu du paragraphe 149 (1) (f) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Il a été constitué en société par actions en vertu de la Partie II de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 23 avril 1958 et prorogé en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* le 6 juin 2014.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les états financiers de l'Institut ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, publiées par les Comptables professionnels agréés du Canada, au moyen de la méthode du report, et reflètent les principales méthodes comptables suivantes :

Apports

Les apports sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus, à moins de restrictions résultant de directives précisées par le donateur, auquel cas les apports sont reportés jusqu'à ce que les charges admissibles soient engagées. Les apports de matières et de services utilisés dans le cours normal des activités de l'Institut sont comptabilisés à leur juste valeur lorsque les montants peuvent être estimés de façon raisonnable. Les dotations sont comptabilisées comme des augmentations directes des soldes de fonds. Les virements des fonds de dotation vers les produits reportés sont comptabilisés conformément aux ententes convenues avec les donateurs.

Aide publique

L'Institut comptabilise l'aide publique non affectée dans les produits lorsqu'elle est reçue ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et si sa réception est raisonnablement assurée. L'aide publique non affectée est reportée et comptabilisée dans les produits lorsqu'il existe une assurance raisonnable que l'Institut respecte les conditions relatives à l'aide publique.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur lorsque l'Institut devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Par la suite, tous les instruments financiers, à l'exception des placements à long terme, sont évalués au coût amorti. L'Institut a décidé d'utiliser l'option de la juste valeur aux fins de l'évaluation des placements à long terme, et toute variation subséquente de la juste valeur est comptabilisée dans l'état des résultats.

Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont évalués à chaque date de clôture afin de déterminer si une indication de dépréciation existe. Dans l'affirmative, l'actif est déprécié et la perte de valeur connexe est comptabilisée dans l'état des résultats.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les dépôts productifs d'intérêts qui sont remboursables à vue et les titres canadiens dont les dates d'échéance initiales sont de trois mois ou moins.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés d'après leur date de règlement, et tous les coûts de transaction sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées au coût au moment de l'acquisition. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire selon un taux annuel de 33 ⅓ % pour le matériel électronique, le matériel informatique et les logiciels et un taux annuel de 10 % pour le mobilier, les agencements et le matériel. Le matériel de conférence est amorti selon le mode linéaire sur six ans. L'affichage et les améliorations locatives sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Publications

Les publications ne sont pas comptabilisées à titre de stocks. Les coûts sont comptabilisés pour les publications dont la rédaction est en cours. Tous les coûts liés aux publications qui, à la fin de l'exercice, en sont à l'étape de la production sont passés en charges.

Apports en capital reportés

Les apports en capital reportés représentent les fonds reçus aux fins des améliorations locatives des bureaux et sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Loyers reportés

Les loyers reportés, composés des commissions de location, des loyers gratuits et des loyers réduits, sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés. Les résultats réels peuvent différer des estimations utilisées dans le cadre de la préparation des états financiers. Des estimations sont utilisées pour comptabiliser certains éléments, y compris, mais sans s'y limiter, les charges à payer, les produits reportés et la durée de vie utile des immobilisations.

Description des fonds

Fonds de fonctionnement

Les montants reçus, utilisés ou détenus par l'Institut à des fins de recherche et d'éducation sont comptabilisés dans le fonds de fonctionnement.

Fonds de dotation

Les fonds de dotation représentent les montants reçus donnés à titre de dotation par un tiers ainsi que tous les produits financiers désignés comme n'ayant pas été dépensés.

Institut C.D. Howe
Notes complémentaires
31 décembre 2021

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Description des fonds (suite)

Fonds investi en immobilisations

Dans le fonds investi en immobilisations est comptabilisé le coût des immobilisations engagé par l'Institut, moins l'amortissement cumulé et les apports en capital reportés non amortis.

3. Engagements

L'Institut a conclu un bail visant des locaux situés au 67 Yonge Street, à Toronto, en Ontario. Le bail expire le 30 novembre 2024. Les engagements minimaux futurs (excluant les frais d'exploitation) en vertu de ce bail se détaillent comme suit :

	\$
2022	106 605
2023	106 605
2024	97 721
	310 931

4. Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés dans les fonds suivants :

	Fonds de dotation \$	Fonds de fonctionnement \$	2021 Total \$	2020 Total \$
À long terme	5 792 915	1 573 571	7 366 486	5 798 965
Placements à long terme composés des éléments suivants :				
Titres à revenu fixe			2 265 555	1 811 347
Titres de capitaux propres canadiens			1 168 597	931 802
Titres de capitaux propres internationaux			3 932 334	3 055 816
			7 366 486	5 798 965

Le coût amorti des placements à long terme s'élevait à 6 526 360 \$ (5 431 079 \$ au 31 décembre 2020).

5. Immobilisations

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	2021 Valeur comptable nette \$	2020 Valeur comptable nette \$
Mobilier, agencements et matériel	450 968	408 695	42 273	54 948
Matériel informatique et logiciels	1 179 516	1 084 284	95 232	123 610
Matériel électronique	80 275	73 746	6 529	—
Matériel de conférence	92 867	92 867	—	1 333
Affichage	15 674	10 122	5 552	3 070
Améliorations locatives	759 195	596 451	162 744	208 417
	2 578 495	2 266 165	312 330	391 378

6. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et charges à payer comprennent un montant de 1 419 \$ (néant en 2020) à l'égard de sommes à remettre à l'État.

7. Fonds investi en immobilisations

Le solde du fonds investi en immobilisations est composé des éléments suivants :

	2021 \$	2020 \$
Immobilisations (note 5)	312 330	391 378
Apports en capital reportés	(70 054)	(94 018)
	242 276	297 360

8. Fonds de dotation

	Roger Phillips \$	Jack Mintz \$	Études spéciales \$	Sylvia Ostry \$	Politique monétaire \$	2021 Total \$	2020 Total \$
Solde au début de l'exercice	986 485	251 095	2 405 945	806 964	1 328 888	5 779 377	5 761 401
Produits							
Apports reçus	—	—	—	—	—	—	25 100
Gains latents	57 122	23 979	172 440	68 395	132 844	454 780	32 952
Produits financiers	95 244	15 434	205 191	58 284	126 813	500 966	241 171
	152 366	39 413	377 631	126 679	259 657	955 746	299 223
Virement aux produits reportés	(298 574)	(10 131)	(495 600)	(94 263)	(43 640)	(942 208)	(281 247)
Solde à la fin de l'exercice	840 277	280 377	2 287 976	839 380	1 544 905	5 792 915	5 779 377

Le fonds de dotation Roger Phillips a été constitué dans le but de favoriser les échanges en matière de politique sociale. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Jack Mintz a été constitué afin de financer la visite annuelle d'un expert éminent et la tenue d'un séminaire sur l'économie par ce dernier. Au cours de l'exercice, aucun apport additionnel n'a été reçu (apport de 100 \$ en 2020). Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié aux études spéciales a été constitué afin de soutenir des projets spéciaux qui, autrement, seraient difficiles à financer au moyen des cotisations annuelles des membres. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Sylvia Ostry a été constitué dans le but d'organiser une conférence annuelle au nom de Sylvia Ostry sur un thème lié à la politique économique internationale, à laquelle participera un conférencier de marque. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié à la politique monétaire a été constitué en 2009 afin de soutenir la recherche, la production de publications et des événements permettant de mieux comprendre la politique monétaire canadienne et de fournir des conseils à cet égard. Au cours de l'exercice, aucun apport additionnel n'a été reçu (apport de 25 000 \$ en 2020). Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Au cours de l'exercice, conformément aux souhaits des donateurs, un montant cumulatif de 942 208 \$ au titre des produits financiers réalisés (281 247 \$ en 2020) a été transféré aux produits reportés aux fins du financement d'activités futures qui auront lieu au cours des exercices 2022 à 2025.

Les fonds de dotation ont été investis dans des placements à long terme (note 4)

9. Régime de retraite

L'Institut est le promoteur d'un régime enregistré d'épargne-retraite collectif et d'un compte d'épargne libre d'impôt collectif à l'intention de ses employés. La responsabilité de l'Institut se limite à verser des cotisations de contrepartie pour l'exercice, et celles-ci se sont élevées à 135 789 \$ (129 644 \$ en 2020).

L'Institut est le promoteur d'un régime de retraite agréé à cotisations définies, et les cotisations pour l'exercice se sont élevées à 44 295 \$ (41 205 \$ en 2020).

10. Garanties

Dans le cours normal des activités, l'Institut conclut des ententes qui répondent à la définition de garantie. Les principales garanties de l'Institut sont les suivantes :

- a) Dans le cadre d'un contrat de location, l'Institut a pris des engagements d'indemnisation visant l'utilisation d'installations d'exploitation. Selon les modalités de ce contrat, l'Institut a accepté d'indemniser les contreparties pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, toutes les obligations, pertes et poursuites et tous les dommages-intérêts survenant pendant ou après la durée du contrat. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.
- b) Une indemnisation a été accordée à tous les administrateurs et dirigeants de l'Institut pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, tous les coûts de règlement de poursuites ou d'actions en justice occasionnées par leur association avec l'Institut, sous réserve de certaines restrictions. L'Institut a souscrit une assurance de responsabilité civile pour les administrateurs et les dirigeants afin de réduire le coût de toute poursuite ou action en justice éventuelle future. La durée de l'indemnisation n'est pas définie de façon explicite, mais se limite à la période au cours de laquelle la partie indemnisée a agi à titre de fiduciaire, d'administrateur ou de dirigeant de l'Institut. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.
- c) Dans le cours normal des activités, l'Institut a conclu des ententes qui prévoient l'indemnisation de tiers, notamment des ententes de confidentialité, des lettres de mission qui l'engagent envers des conseillers et des consultants, des contrats d'impartition, des contrats de location, des contrats liés aux technologies de l'information et des contrats de service. Aux termes de ces ententes d'indemnisation, l'Institut peut être tenu d'indemniser des contreparties pour les pertes subies par celles-ci par suite de manquements à l'égard de déclarations, de violations de la réglementation, de demandes d'indemnisation liées à des litiges ou de sanctions légales imposées aux contreparties par suite de la transaction. Les modalités d'application de ces indemnisations ne sont pas définies de façon explicite, et le montant maximal de tout remboursement éventuel ne peut être raisonnablement estimé.

La nature de ces ententes d'indemnisation empêche l'Institut d'estimer de façon raisonnable l'exposition maximale en raison des difficultés liées à l'évaluation du montant du passif qui découle de l'imprévisibilité des événements futurs et de la couverture illimitée offerte aux contreparties. Par le passé, l'Institut n'a pas effectué de paiements considérables en vertu de ces ententes d'indemnisation ou d'ententes similaires; par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers relativement à ces ententes.

11. Gestion du risque

L'Institut se conforme à un énoncé des politiques de placement, qui comprend les objectifs de placement, les attentes en matière de rendement et les directives en matière de gestion de ses placements.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que la valeur d'un placement fluctue en raison des variations des prix du marché, que celles-ci résultent de facteurs propres au placement en question ou de facteurs touchant tous les titres négociés sur le marché. Dans le but d'atténuer ce risque, l'Institut investit dans un portefeuille de placements diversifiés conformément à son énoncé des politiques de placement.

Risque de taux d'intérêt

L'Institut est exposé au risque de taux d'intérêt découlant de ses placements à long terme. Les variations du taux d'intérêt préférentiel peuvent avoir une incidence positive ou négative sur les produits d'intérêts de l'Institut. Une telle exposition augmentera en conséquence si l'Institut maintient un niveau d'investissement à long terme plus élevé dans l'avenir.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas d'une obligation et cause à l'autre partie une perte financière. Les politiques en matière de placement de l'Institut fournissent une définition des placements autorisés et prévoient des directives et des restrictions en ce qui a trait aux placements acceptables, ce qui réduit le risque de crédit.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue par suite des variations des taux de change. L'Institut investit dans des titres non canadiens et, par conséquent, il est directement exposé au risque de change, étant donné que la valeur des titres libellés en devises fluctuera en raison des variations des taux de change.

12. Événement important

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a qualifié de pandémie l'écllosion d'une souche du nouveau coronavirus (la « COVID-19 »), ce qui s'est traduit par la mise en place d'une série de mesures de santé publique et d'urgence afin de lutter contre la propagation du virus. La durée et les répercussions de la COVID-19 sont inconnues à l'heure actuelle et il est impossible d'estimer avec fiabilité l'incidence que la durée et la gravité de ces événements auront sur les résultats financiers et la situation financière de l'Institut au cours des périodes futures.

DEVENEZ MEMBRE

Votre adhésion constitue un investissement philanthropique dans des travaux de recherche visant à faire progresser les systèmes, les structures et les politiques qui soutiennent nos entreprises et à améliorer le bien-être économique et social de tous les Canadiens. L'appui que vous fournissez à cet effort est d'une grande importance pour l'Institut.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'adhésion à l'Institut, veuillez prendre contact avec : Stéphane Paris au 416 865-1904, poste 0238, ou à SParis@cdhowe.org

APPUYEZ L'INSTITUT

Votre soutien personnel est essentiel pour permettre à l'Institut d'accroître son influence sur les politiques. L'Institut C.D. Howe, un organisme de bienfaisance, vous demande de prendre quelques instants pour faire un don personnel dès aujourd'hui. Pour faire votre don, vous pouvez nous téléphoner au 416 865-1904 ou envoyer un courriel à cdhowe@cdhowe.org.

PRENEZ CONTACT AVEC NOUS

Vous pouvez prendre contact avec nous par téléphone au 416 865-1904 ou sur notre site Web : cdhowe.org.

Institut C.D. Howe

67, rue Yonge, bureau 300 Toronto (Ontario) M5E 1J8

www.cdhowe.org

Institut C.D. Howe, 67, rue Yonge, bureau 300 Toronto (Ontario) M5E 1J8